

C'est NON à 58,2%

■ Une majorité claire dans presque toutes les régions

■ La «majorité francophone» échappe aux tenants du OUI

par Lisa Bissonnette

NON, le gouvernement du Québec n'a pas obtenu le mandat de négocier la souveraineté-association avec le reste du Canada. 58,2% de ceux qui ont répondu à sa question le lui ont refusé en ce 20 mai 1980. Claire et constante, cette majorité s'est vérifiée dans la quasi totalité des régions du Québec, et dans la quasi totalité des circonscriptions électorales, les péquistes comme les autres. Même la «majorité francophone», objectif de repli que

s'était fixé le camp du OUI, lui a échappé. Par l'une des plus belles journées de ce printemps hésitant, les Québécois se sont massivement présentés aux urnes. Au dernier relevé, quelque 84% des électeurs inscrits l'avaient fait, soit 1% de moins qu'aux élections provinciales de 1976. 58 minutes après la fermeture des bureaux de scrutin, Radio-Canada prédisait avec force certitude la victoire du NON qui devait se confirmer décisivement peu après. En fin de soirée, après compilation des données de 97,6% des bureaux, le OUI

avait reçu 1.619.686 adhésions contre 2.258.002 au NON. Selon les analystes spécialisés, il aurait fallu, pour le OUI, atteindre entre 41,5% et 43,5% des suffrages exprimés pour pouvoir prétendre avoir convaincu au moins la moitié des francophones que M. René Lévesque, chef des forces souverainistes, avait tant appelé à la solidarité, particulièrement aux derniers jours de la campagne. A cette division moitié-moitié des voix francophones a correspondu une victoire

généralisée du NON dans la quasi totalité des comtés à majorité francophone du Québec où la thèse du fédéralisme a rallié une moyenne de 57% des suffrages. Dans les comtés à majorité anglophone, le NON faisait un plein allant parfois jusqu'à plus de 80% des voix. Ce fut le cas notamment dans la région ouest de Montréal où le OUI a été littéralement écrasé. La plupart des ministres du gouvernement actuel, de même que ses vedettes, n'ont pu convaincre leurs électeurs d'a-

dopter leurs convictions souverainistes. On ne trouve que de rares survivants, dont le premier ministre lui-même dans son comté de Taillon, le ministre des Finances, M. Jacques Parizeau dans l'Assomption, et le ministre des Affaires intergouvernementales, au surplus «père du référendum», M. Claude Morin, dans Louis-Hébert à Québec. L'image est donc la même pour les grandes régions. Seul le Saguenay-Lac-St-Jean a résisté aux forces fédéralistes et a maintenu, avec la Côte-Nord, sa réputation

de château fort péquiste. M. René Lévesque a été le premier leader politique à se manifester, hier soir, quand il a rejoint à 21 h 30 ses partisans massés au centre Paul-Sauvé. Annoncée très tôt et prévisible dès les premières brèves de résultats, la victoire du NON avait jeté la consternation dans cette

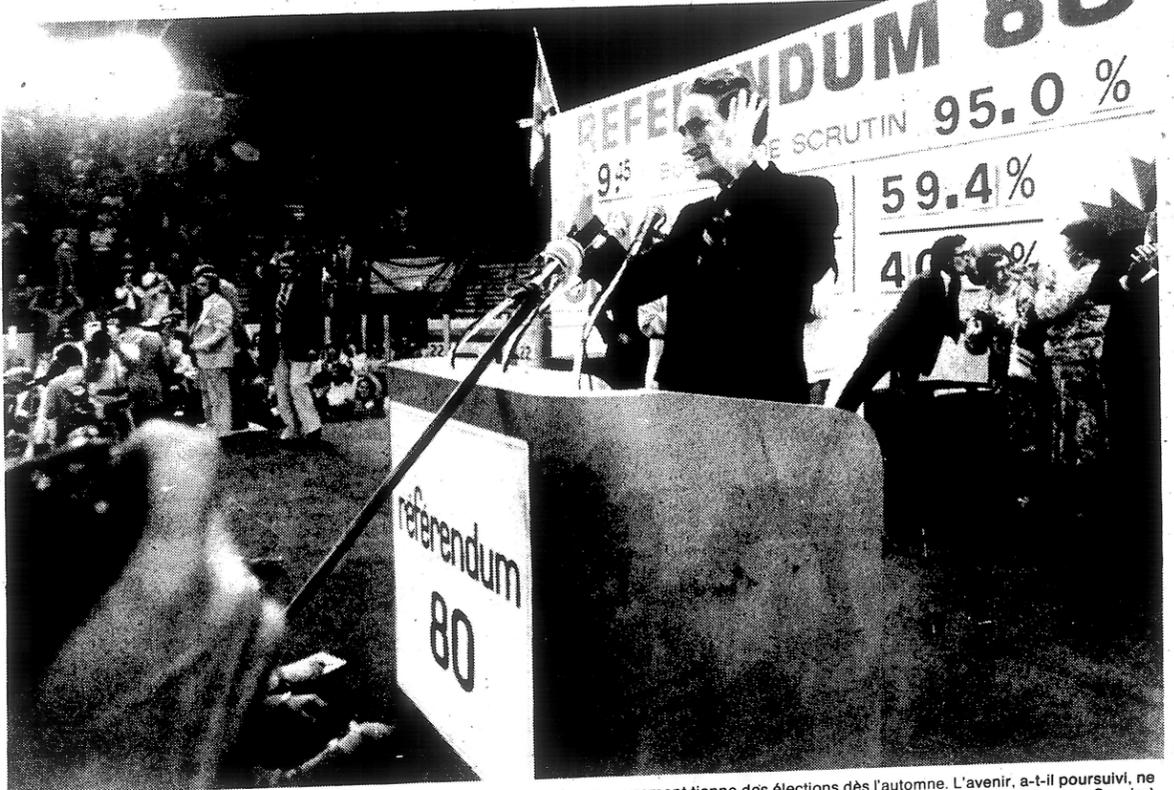
Voir page 14: NON
Autres informations
— pages 2, 3, 4 et 5

Le Québec a choisi le renouveau (Ryan)

par Marie Laurier

M. Claude Ryan a remporté hier soir une victoire sans équivoque qu'il attribue en tout premier lieu à chacun des citoyens qui a compris la valeur du fédéralisme renouvelé en optant pour majoritairement en faveur de ce régime. «Je tiens à signaler le caractère universel de la réponse que vient de donner le peuple québécois à la question référendaire, a-t-il dit devant 3.000 partisans réunis à l'aréna de Verdun. Et cette réponse nous vient de tous les secteurs de la société et pratiquement de toutes les régions du Québec. Le chef du Comité des Québécois pour le NON confirmait ainsi officiellement ses prévisions qu'il tenait jalousement secrètes, affirmant ces derniers jours que son triomphe se manifesterait partout, sans distinction de race, de langue ou d'éthnie.

M. Claude Ryan a fait son entrée dans l'aréna de Verdun quelques minutes avant 22 heures et il a reçu une ovation enthousiaste de la part de ses partisans qui s'étaient lentement rassemblés dans les gradins et sur le parterre de la patinoire. Il avait tenu à se présenter à cet endroit seulement après que M. René Lévesque lui eût concédé la victoire et se fut adressé à la population au Centre Paul-Sauvé. Pour le gagnant de la campagne référendaire qui a duré 35 jours, ce triomphe est avant tout celui de chacun des citoyens qui ont opté pour un refus au changement radical proposé par le Parti québécois. «On avait pensé effacer les racines innombrables que nous possédons, a-t-il dit, mais le peuple québécois a préféré les conserver et faire confiance à ses institutions, maintenir son statut de Québécois et de Canadien. Je tiens à signaler



Le chef du NON, fort de la victoire de son équipe, a souhaité hier soir que le gouvernement tienne des élections dès l'automne. L'avenir, a-t-il poursuivi, ne sera pas facile à bâtir, et le verdict que viennent de poser les Québécois demande action et changement. (Photo Jacques Grenier)

Le poids du NON

par Michel Roy

Les trois protagonistes de la campagne ont su tirer, hier soir le sens de cette victoire du NON. Le peuple québécois, a dit René Lévesque, vient de donner au camp fédéral une autre chance, à charge pour celui-ci de mettre un contenu dans l'engagement qu'il a pris. Claude Ryan constate ce qui est aujourd'hui une évidence: le peuple québécois entend continuer à rechercher son avenir dans la voie du fédéralisme canadien, mais le chef libéral réitère aussitôt une promesse de son parti et des autres groupes fédéralistes, celle de lutter pour transformer en profondeur le régime canadien. Pierre Trudeau, enfin, dégage du verdict une même volonté de changement dans les deux camps, volonté sur laquelle il faut miser sans tarder pour réaliser la réforme. A plus de 58% des suffrages, cette victoire est décisive: elle exprime la volonté des Québécois francophones

et anglophones; elle se confirme dans presque toutes les régions et dans la plupart des secteurs de la population. On ne pourra pas dire que la minorité a confisqué la victoire de la majorité. C'est n'est pas simplement un «mandat de négocier» que les électeurs ont dit NON. Ils n'ont pas dit NON à l'égalité des peuples. Ils n'ont pas dit NON à la nouvelle entente. Ils ont dit NON à la souveraineté-association. Ils ont dit NON à toute formule qui les amènerait à bâtir leur avenir hors du Canada. Mais, en même temps, ils ont fait confiance à tous ceux qui annoncent et promettent le changement. C'est pourquoi, comme le soulignait M. Ryan hier soir, l'obligation contractée par le camp du NON est lourde de conséquences pour l'avenir. Il n'est désormais plus possible, ni à Ottawa ni à Québec, de décevoir ces attentes, de trahir la promesse de changement. Car il faut savoir que les tenants du

Voir page 14: Poids

La balle vient d'être renvoyée dans le camp fédéraliste (Lévesque)

par Bernard Descôteaux

«Il est clair, admettons-le, que la balle vient d'être renvoyée dans le camp fédéraliste. Le peuple québécois vient nettement de lui donner une autre chance». C'est par ces quelques mots que le premier ministre René Lévesque a accepté hier soir la défaite du Regroupement national pour le OUI devant quelque 6.000 partisans, malgré tout enthousiastes, réunis au centre Paul-Sauvé. Le premier ministre avait tardé à se présenter devant ses partisans et c'est à 21 h 35 qu'il est monté sur la scène pour commenter les résultats qui étaient connus depuis déjà longtemps. Accueilli par une ovation de dix minutes, il a lancé à ses partisans: «Mes chers amis, si j'ai bien compris vous êtes en train de dire à la prochaine fois...», ce qui souleva à nouveau les applaudissements. Pour le chef du OUI qui avait mené une dure et épuisante campagne de 35 jours, la défaite était difficile à avaler, même si, le premier, il se devait de donner l'exemple.

Après avoir reconnu la défaite du OUI aux mains du fédéralisme, M. Lévesque a signalé que ceux-ci doivent attraper la balle qui vient d'échoir dans leur camp. «Il appartiendra aux fédéralistes mais d'abord à M. Trudeau lui-même, dans les semaines et les mois qui viennent, de mettre un contenu dans les promesses qui se sont multipliées depuis 35 jours», a déclaré le premier ministre. Il a rappelé que «tous ont proclamé que si le NON l'emportait le statu quo était mort et entier et que les Québécois n'auraient pas à s'en repentir». Il a mis en garde les vainqueurs «contre

toute tentation de prétendre nous manger la laine sur le dos et de prétendre nous imposer quelque sorte de changement que ce soit qui ne soit pas conforme le plus possible à ce que le Québec revendique depuis 40 ans». Le premier ministre a promis que son gouvernement, au moins jusqu'aux prochaines élections, va tâcher d'être vigilant comme jamais et «que tout changement ne doit pas prétendre empiéter d'aucune façon sur la marge d'autonomie du Québec de peine et de misère est venu à s'assurer». En attendant de voir ce que feront les

fédéralistes, il a demandé à ses partisans d'accepter la défaite, cela même si la victoire du NON est peu reluisante tant au plan du contenu que des méthodes, en particulier cette campagne du gouvernement fédéral par laquelle on a piétiné les règles du jeu que s'étaient données les Québécois. «Acceptons le résultat puisqu'il le faut, mais ne lâchons pas et ne perdons jamais de vue cet objectif aussi légitime, aussi universellement reconnu entre les peuples et les nations que l'égalité politique», a poursuivi M. Lévesque qui a ajouté

Voir page 14: Lévesque

Il faut rebâtir la maison sans plus tarder (Trudeau)

par Claude Turcotte

OTTAWA — Le premier ministre du Canada, M. Pierre Elliott Trudeau, a convié hier soir les Québécois, ceux du OUI comme les autres, à se joindre à l'ensemble des Canadiens pour «montrer une fois de plus à l'humanité entière que nous ne sommes pas les derniers colonisés de la terre, mais les premiers affranchis du vieux monde des États-nations». M. Trudeau, cependant, n'avait pas hier soir la victoire très joyeuse, comme il l'a du reste avoué, se souvenant sans doute d'avoir bu lui-même à quelques reprises à la coupe amère de la défaite. «Je ne peux m'empêcher de penser à tous ces tenants du OUI qui se sont battus avec tant de conviction et qui piler au verdict de la majorité. Et cela m'enlève le goût de fêter bruyamment la victoire», a-t-il dit.

«Pour éviter que ne soit frustrée cette volonté de changement exprimée au Québec et dans tous les coins du pays, j'en appelle ce soir à la générosité de coeur et d'esprit des Canadiens», a déclaré le premier ministre. Et il a donné enfin une idée de ce qu'il entend par le vouloir-vivre des Canadiens: «C'est d'abord nous accepter tels

«Bien des choses séparaient les tenants du OUI et du NON dans ce référendum, mais tous étaient animés par une même volonté de changement. Et c'est sur cette volonté de changement qu'il faut tabler pour renouveler la fédération canadienne et redonner à tous les Québécois, comme à tous les citoyens de ce pays, le goût d'être et de se proclamer Canadiens. J'espère que M. Lévesque acceptera de collaborer à cette oeuvre de renouveau», a dit le premier ministre du Canada. M. Trudeau a promis, au cours de cette campagne référendaire, de convoquer une conférence fédérale-provinciale sur la constitution dès juillet si le NON l'emportait. M. Trudeau n'a pas élaboré sur ce point hier soir. Mais il est probable qu'il fera une déclaration plus élaborée aujourd'hui même à la Chambre des communes et qu'il donnera une conférence de presse plus tard cette semaine. Il a noté, d'autre part, que les premiers ministres de toutes les provinces avaient fait connaître clairement leur désir de changement au cours des dernières semaines.

Voir page 14: Trudeau



Comme dans tous les rassemblements du OUI, le fleur-de-lys était à l'honneur au centre Paul-Sauvé, et les partisans de M. René Lévesque, par leurs acclamations, lui ont presque arraché des larmes. (Photo Réjean Meloche)

ARTISANAT
SYMBOLE DE QUALITE
Desmarais & Robitaille
60 ouest, rue Notre-Dame
345-3194

Rôtisserie
Au Poulet Doré
340 est. rue
Sainte-Catherine
288-2441
près de Saint-Denis

Sauf la Côte-Nord et le Saguenay-Lac-Saint-Jean Le NON est majoritaire partout

par Jean-Claude Picard

Toutes les régions du Québec, à l'exception du Saguenay-Lac-Saint-Jean et de la Côte-Nord, auront donné un appui majoritaire au NON.

Que ce soit en Abitibi, en Mauricie, à Québec même ou en Gaspésie, les forces du NON ont été majoritairement dominantes. M. Claude Ryan, qui avait souhaité une victoire dans tous les coins de la province.

Bien sûr, le pourcentage des voix exprimées en faveur du NON varie d'une région à l'autre, et encore davantage d'un comté à l'autre, mais, de façon générale, cette option aura remporté une victoire décisive dans la très grande majorité des circonscriptions situées à l'extérieur de la grande région de Montréal.

La plupart de ces circonscriptions étaient composées presque en totalité d'électeurs francophones si bien qu'il n'est pas exagéré de dire que c'est en province que les tenants du OUI ont subi leur échec le plus cuisant, ne réussissant pas à aller chercher dans ces comtés francophones la majorité nécessaire pour contrer le vote massif en faveur du NON des citoyens non francophones.

En effet, non seulement le OUI n'a-t-il pas réussi à obtenir dans ces comtés la majorité de 60% qu'il s'était fixée comme objectif mais encore les résultats préliminaires disponibles hier soir indiquaient-ils

une victoire du NON avec environ 55% des voix.

Dans la région de Québec, où les derniers sondages laissent pourtant entrevoir une mince avance du OUI, le NON l'aura remporté dans tous les comtés, sauf un, celui de Louis-Hébert, où le OUI a obtenu 52% des voix.

Cette victoire du OUI dans ce comté est une mince consolation pour le représentant de cette circonscription, M. Claude Morin qui, comme on le sait, fut le grand responsable de toute la stratégie référendaire du Parti québécois et du gouvernement.

Dans les 20 autres comtés de la région de la capitale, c'est le NON qui l'aura emporté, et ce, même dans la dizaine de comtés représentés à l'Assemblée nationale par des députés du Parti québécois.

Ironiquement, c'est dans le comté de Lotbinière, que la victoire du NON aura été la plus décisive, avec 63% des voix contre 37% pour le OUI. Ce comté est celui de l'ex-chef de l'Union nationale, M. Rodrigue Biron, qui fut le seul député autre que péquiste à faire campagne pour le OUI. Il faut cependant dire, à la décharge de M. Biron, que ce dernier n'a pas consacré beaucoup de temps à son comté au cours des 35 derniers jours, étant constamment sollicité à l'extérieur.

Dans les autres comtés de la région de Québec, la victoire du NON a été acquise par des marges allant de 61% dans Belchasse à 51% dans Lévis. Ce dernier comté est représenté à l'Assemblée nationale par M. Jean Caron, un autre qui a passé le plus clair de la campagne à l'extérieur de sa circonscription.

Dans la ville même de Québec, tous les comtés, sauf Louis-Hébert, auront donné de bonnes majorités au NON et ce, même dans les circonscriptions où le OUI se disait assuré de la victoire telles Chauveau ou Vanier. Cette vague du NON n'a pas épargné le comté du président de l'Assemblée nationale, M. Clément Richard, puisque ces électeurs de Montmorency

ont majoritairement favorisé l'option fédéraliste.

Cette vague a également frappé la dizaine de comtés de la Mauricie et des Bois-Francs, où le NON l'a emporté partout, même dans le comté de Saint-Maurice où le OUI semblait pourtant jouir d'une bonne avance à quelques jours du scrutin. Il faut dire que cette région de la Mauricie est représentée au fédéral par M. Jean Chrétien, qui fut l'un des principaux tenants du NON tout au long de la campagne.

Dans le comté de Saint-Maurice, le NON a remporté 54% des voix tandis que dans la circonscription voisine de Champlain, l'option fédéraliste recueillait l'appui de 55% des électeurs.

Dans le Bas-Saint-Laurent et la Gaspésie, tous les comtés, à l'exception de celui de Rimouski, auront donné une nette majorité au NON.

Dans cette région, la victoire la plus décisive aura été remportée dans le comté de Bonaventure, où le NON a obtenu 67% des suffrages contre 33% pour le OUI. Ce comté est, depuis 20 ans, le château fort du leader parlementaire des libéraux, M. Gérard-D. Lévesque.

Dans Gaspé, où le chef intérimaire de l'Union nationale M. Michel Le Moignan, faisait campagne pour le NON, cette option aura recueilli 59% des suffrages; il faut signaler que ce comté compte environ 20% d'électeurs de langue anglaise.

Dans Matane et Matapédia, où les ministres Yves Bérubé et Pierre de Bané se sont livrés une lutte de tous les instants au cours des quatre dernières semaines, le NON a obtenu 52% des voix contre 48% pour le OUI. Interrogé hier soir sur les ondes de Radio-Canada, M. Bérubé a expliqué la défaite par la volonté des Québécois de donner une nouvelle chance au fédéralisme tandis que M. de Bané a plutôt lancé un appel au consensus et à la conciliation en vue des batailles constitutionnelles qui s'annoncent.

En fait, dans toute cette région, seul le comté de Rimouski a donné une victoire

au OUI, dans une proportion de 53% contre 47% pour le NON; ce comté est représenté à Québec par M. Alain Marcoux.

En Abitibi, tous les comtés de la région, à l'exception de celui d'Abitibi-Est, ont donné une majorité au NON. En Abitibi-Est, la victoire du OUI, obtenue à 53% des suffrages, s'explique en partie par l'appui massif qu'ont donné les travailleurs de la Bale-James à l'option gouvernementale. Les informations obtenues hier soir indiquent cependant que beaucoup de ces travailleurs n'ont pu se rendre aux urnes, n'étant pas sur le chantier au moment de la révision des listes électorales.

S'il a perdu un peu partout en province, le OUI a cependant remporté une victoire non équivoque dans deux régions qui étaient déjà décrites comme un château fort de cette option dès le début de la campagne, soit le Saguenay-Lac-Saint-Jean et la Côte-Nord.

Malheureusement pour les partisans du OUI, ces deux régions ne comptent que sept comtés et ne représentent environ 6% de l'ensemble de la province.

Ainsi, au Saguenay-Lac-Saint-Jean, qui compte cinq comtés, le OUI aura obtenu en moyenne environ 56% des voix contre 44% pour le NON. C'est la circonscription de Jonquière qui aura donné le plus fort pourcentage en faveur du OUI, avec 61% des voix. Ce comté est composé majoritairement des travailleurs de l'Alcan dont le président syndical, M. Jean Halley, avait prouvé fait campagne en faveur du NON.

Dans Chicoutimi, comté représenté par M. Marc-André Bédard, le OUI aura remporté 59% des voix contre 41% pour le NON.

La victoire du OUI a été encore un peu plus décisive sur la Côte-Nord, où le comté de Saguenay, représenté depuis dix ans à Québec par M. Lucien Lessard, a donné une majorité de 60% à la thèse gouvernementale.



«Si j'ai bien compris, vous êtes en train de me dire à la prochaine fois.» s'est exclamé M. René Lévesque hier au Centre Paul-Sauvé après une longue et chaleureuse ovation. Puis M. Lévesque a signalé aux fédéralistes qu'après la défaite du OUI, la balle était dans leur camp.

(Photo Réjean Meloche)

Pour les partisans du OUI au Centre Paul-Sauvé Le miracle ne s'est pas produit

par Michel Nadeau

Visiblement déçus, mais sans montrer une grande amertume, quelque 6.000 partisans du OUI, entassés hier au Centre Paul-Sauvé, ont réalisé très tôt en soirée que «le miracle ne s'est pas produit».

Dès l'arrivée des premiers résultats, la déception se lisait sur les visages qui espéraient encore un renforcement favorable. La voix éraillée de mesdames Hélène Loiselle et Andrée Lachapelle ajoutait une certaine tristesse aux chiffres lancés dans les micros.

L'annonce de votes favorables au Saguenay-Lac-Saint-Jean, dans les comtés de Taillon ou Saint-Jacques, déclenchait rapidement des tonnerres d'applaudissements. L'espoir renaissait pour quelques instants.

Le premier ministre, M. René Lévesque, a été ovationné durant plus de six minutes avant de pouvoir prendre la parole. Un peu pour consoler son héros, la

foule a entonné: «Mon cher René, c'est à ton tour de te laisser parler d'amour...» Ceux qui paraissent les plus déçus étaient largement minoritaires dans cette foule composée surtout de jeunes de 20 à 35 ans.

Apprenant les résultats, plusieurs repartaient avec la conviction que la grande fête ne serait pas pour ce soir. À l'intérieur, la foule trépinait en scandant: «Ce n'est qu'un début, continuons le combat...»

Dans les corridors, plusieurs discutaient déjà des motifs de la défaite: «Les Québécois ne sont pas prêts», ou encore «La solidarité n'a pas joué en notre faveur».

Pour sa part, un ancien président de Tricofil, M. Paul-André Boucher, ne pouvait que répéter: «Je n'en reviens pas. Cela annonce des jours sombres pour les travailleurs. L'élection des libéraux pourrait être la pire chose pour nous.»

À la question, que va-t-il se passer maintenant, tout le monde répond en haussant les épaules. Un homme d'un certain âge ajoute: «Les anglais devront avoir la victoire modeste.»

Un peu morose, un partisan de longue date répart dépit: «Cela a mal été. C'est dur à avaler. Mais ça va me durer trois jours.»

«Ce référendum aura été une expérience merveilleuse, surtout pour les regroupements de toutes sortes de groupes. Cela va rester», enchaine une jeune femme.

Puis, les chants de Fabienne Thibault et de Pauline Julien ont ravivé durant quelques instants l'enthousiasme chez les jeunes sympathisants de la souveraineté-association.

À l'extérieur, un marchand vendait ses «T-shirts» au prix de \$5 au début de la soirée. Mais à mesure que les résultats apparaissaient sur les deux grands tableaux, la demande se faisait moins forte. Le prix tomba alors à \$2,50 l'unité. Puis, reconnaissant la défaite, il se mit à distribuer gratuitement les derniers chandails.

À 10 h, tout le monde regagnait son domicile, heureux de la fin de cette campagne référendaire mais préoccupé par les jours qui s'en viennent.

Dans la salle, restaient quelques militants de longue date dont l'un tentait de convaincre une journaliste du Chicago Tribune que les Québécois avaient dit NON à la négociation mais qu'un jour prochain, ils diront OUI à l'indépendance pure et simple.



De chauds partisans du OUI avaient envahi hier soir le Centre Paul-Sauvé et c'est la gorge serrée qu'ils ont pris connaissance des résultats, ce qui ne les a pas empêchés de longuement acclamer le premier ministre, M. Lévesque.

(Photo Réjean Meloche)

Dans les rues de Montréal, aucune manifestation de joie ou de déception

par François Barbeau

C'est dans l'apathie et le désintérêt apparent que les Montréalais ont accueilli dans les rues de la ville hier soir les résultats tant attendus de ce référendum.

Nulle part n'ont-ils manifesté leur joie ou leur déception, si ce n'est dans quelques îlots de la rue Saint-Denis ou de la rue Crescent, réactions diamétralement opposées évidemment.

La journée avait pourtant débuté dans la fébrilité, et les bureaux de scrutin avaient été pris d'assaut tôt par des électeurs endimanchés qui donnaient l'impression de s'en aller à la fête.

À la fermeture des bureaux, qui ont été achalandés jusqu'au dernier moment, les rues se sont vidées, et le calme le plus plat régnait dans presque tous les quartiers.

Boulevard Saint-Laurent, seul signe de politisation, une grosse femme dépitait-elle qui déclame d'une voix enrouée par l'alcool le discours du balcon du général de Gaulle, sous le regard impassible de

deux policiers moustachus qui en ont vu d'autres.

Rue Sainte-Catherine, dans l'ouest, devant la vitrine d'un marchand de télévision, quelques curieux regardent en passant les premiers résultats, et haussent les épaules en constatant que le NON a l'avance.

Une mère gronde son fiston qui vient de faire pipi dans sa culotte et qui regarde, étonné, la mare qui vient de faire. Dans les tavernes, qui ont reçu leurs premiers clients à 19 h, à la fermeture des bureaux, c'est l'ennui le plus total. Dans les restaurants, des clients solitaires soliloquent devant leurs frites, et n'ont pas un regard pour la télévision qui fonctionne à plein tube.

Rue Crescent, la faune habituelle, avec ses plus beaux oripeaux, est attirée comme des papillons par les projecteurs de la CBC, qui a cru bon d'y mettre en poste un de ses reporters pour la couleur locale.

Il tend son micro à deux jeunes hommes masqués, l'un enveloppé dans l'uniforme, l'autre dans le fleur-de-lisé, qui proclament leur grande joie devant cette

victoire du fédéralisme. La faune applaudit, mais sans grand enthousiasme, comme si elle était gênée.

Quelques pas plus loin, un jeune étudiant, ses livres sous le bras, proclame d'un ton agressif qu'on parlera dorénavant anglais dans la belle province.

Gare Centrale: le Turbo arrive de Toronto, des hommes d'affaires, des femmes, des enfants en descendant, puis vont à leur hôtel, qui à leur foyer, sans mot dire. Dans un coin, le nez collé à ces appareils de télévision qui fonctionnent parfois quand on y dépose une pièce de monnaie, c'est la cacophonie, puisque chacun écoute une station différente. Une seule note commune, la victoire du NON.

Rue Duluth, la fête populaire, qui n'avait rien à voir avec cette journée de référendum, est finie: les banderoles sont déchirées, quelques hommes assis devant leurs portes boivent une dernière bière, les enfants courent dans la rue, heureux du congé qu'ils auront demain.

Par les portes ouvertes en cette première soirée chaude, on voit des parents accourus à leur table de cuisine, rîvés à la télévision.

Place Jacques-Cartier, quelques jeunes gens boivent, fument, les yeux dans le vague, aux accords d'un quelconque gratage de guitare.

C'est finalement la rue Saint-Denis, repaire habituellement bien fréquenté, qui présente le visage le plus animé, quoi que triste.

Près du cinéma Saint-Denis, là où quelques heures auparavant une équipe de Radio-Québec demandait aux passants de livrer quelques commentaires, une trentaine de personnes sont agglutinées devant un écran de télévision, un peu comme devant un feu de camp.

M. Lévesque, les yeux tristes, accepte sa défaite. Au Centre Paul-Sauvé, où l'acclame, rue Saint-Denis aussi, malgré les commentaires farfelus de quelques clochards. Quelques larmes sont furtivement essuyées, puis les gens rentrent chez eux. La gaieté n'est plus de la fête.

Les macarons du OUI sont fanés, les regards glauques. Dans le métro, personne ne dit mot, les OUI trop absourdis, les quelques NON conscients de l'importance de leur victoire et respectueux de la déception des autres.

Pour les centrales syndicales, la victoire du NON ne fait que ralentir la dynamique irréversible de changement

par Louis-Gilles Francoeur

Pour les trois grandes centrales syndicales québécoises, le résultat négatif du référendum sur la souveraineté-association constitue un moment bien particulier et non la fin d'un processus social jugé irréversible.

«Rien ne prend fin avec ce référendum, a déclaré le président de la CEQ, M. Robert Gaulin, car le pourcentage recueilli par le OUI est tel qu'il représente l'expression de la volonté de la moitié des Québécois francophones.»

«Nul, a poursuivi M. Gaulin, ne peut ignorer ce fait et toutes les parties doivent en tenir compte lors des négociations constitutionnelles. Avec ce résultat, la dynamique de changement ne peut pas être stoppée: elle est seulement ralentie.»

Interrogé par LE DEVOIR avant le dis-

cours du premier ministre, M. René Lévesque, qui devait reprendre une idée similaire, M. Gaulin a expliqué que «le fédéralisme comme le PQ ont fait campagne sur le changement et que les Québécois ont décidé comme toute de voir ce qu'il y avait dans les propositions «patronales» pour voir si elles font leur affaire. C'est une position de négociation qui en vaut une autre, comme celle de formuler des demandes précises.»

De son côté, le secrétaire général de la FTQ, M. Fernand Daoust, a mis en relief le fait que les régions fortement en faveur du OUI étaient des fiefs syndicaux, comme celui des métallos sur la Côte-Nord. «Les travailleurs, a-t-il dit, sont de façon générale plus imperméables aux campagnes de peur.»

M. Daoust a poursuivi en disant que la population du Québec, faiblement organisée au plan du travail, se trouvait ainsi

plus démunie: «Il était difficile de passer à travers des forces fédérales conjuguées.»

«La population du Québec, a ajouté le secrétaire général de la FTQ, va peut-être s'habituer à ces peurs-là et les surmonter.»

Le président de la CSN, M. Norbert Rodrigue, a élaboré davantage cette idée. «Quand je vois 1,5 million de Québécois voter en faveur de changements aussi substantiels que la souveraineté politique, je demeure convaincu qu'une telle conviction va faire son chemin dans les prochaines années.»

«Sur le fond, a dit M. Rodrigue, nous avons toujours dit — et cela bien avant le référendum — que cette consultation constituait un moment de la question nationale. Pour moi, le fait que le projet social de l'option du OUI n'a pas transpiré suffisamment dans la campagne, a joué pour une bonne part dans sa défaite.»

A la CSN, a poursuivi M. Rodrigue, «nous allons poursuivre notre réflexion sur la question nationale et nous allons en particulier être très vigilants sur les projets fédéraux et sur le projet Ryan, qui jusqu'ici proposent des reculs importants au peuple québécois.»

«Le Québec doit à tout le moins conserver les acquis et, compte tenu de la forte volonté de changement manifestée ce soir, il doit aller chercher bien davantage. Quant aux 1,5 million de personnes qui ont voté pour le OUI, ils doivent convaincre le reste de la population d'avancer et la marge qui sépare d'une majorité n'est plus très grande.»

Outre M. Rodrigue, qui a reproché au PQ d'avoir mis en veilleuse le contenu social de son projet collectif, le président de la CEQ n'a pas été tendre pour les stratégies de ce parti.

«Ils n'ont pas lancé d'appels à des mobilisations massives, peu fait appel à la

fierté collective des Québécois. On a voulu pacifier le plus possible les esprits et éviter les grandes manifestations pour paraître tranquille. Ça n'a pas donné les résultats prévus», a dit M. Gaulin.

Ce dernier n'en a pas moins lancé un sévère avertissement aux forces fédéralistes: «En votant majoritairement en faveur du NON, les Québécois ont choisi de donner une chance au camp fédéral. Mais il ne faut surtout pas que celui-ci déçoive car ce référendum rassemble étrangement aux élections de 1973 et l'on sait le sort qui a été réservé au gouvernement libéral et à ses 102 députés, trois ans plus tard. À présent, les forces du NON détiennent la balle et le bâton. Si elles déçoivent les Québécois, nous assisterons à un grand bouleversement», a prédit M. Gaulin.

À la télévision anglophone, le président de la FTQ, M. Louis Laberge, a pour sa part reproché au leader actuel du NPD,

M. Ed Broadbent, d'avoir pris position contre une négociation avec René Lévesque advenant une victoire du OUI au Québec. Cels constitue, a-t-il dit, un accroc à la tradition social-démocrate dont M. Broadbent devait normalement faire l'écho.

De son côté, le président de la CSQ, M. Paul-Émile Dalpé, a signalé que ce résultat ne signifiait pas grand chose de concret pour les travailleurs. M. Dalpé a dit que, pour sa centrale il demeure toujours important pour le Québec de rapatrier intégralement le champ de compétence dans le domaine de la main-d'œuvre, qui est censé appartenir aux provinces en dépit des intrusions fédérales répétées.

M. Dalpé a exprimé l'avis que le résultat du référendum laissait entrevoir que les Québécois ont opté pour une négociation et il se dit convaincu qu'il y a moyen de négocier avec le reste du Canada.»

référendum 80

Quelques rares comtés y échappent

Le NON balaie Montréal et la région

par Patricia Poirier, Raulo des Rivières et Rodolphe Morissette

Le NON a balayé Montréal, hier, et la région environnante, pour ne laisser que quelques minces victoires de l'OUI dans les Laurentides, quatre dans l'est de l'île et peut-être dans le comté du chef du OUI, Taillon, sur la Rive-Sud de Montréal.

Au fait, les résultats, serrés, ne seront connus qu'aujourd'hui dans le comté de Taillon (Longueuil).

Dans les 16 comtés de l'est de l'île de Montréal (sur 31), le NON a recueilli, dans l'ensemble, 57% des suffrages et le OUI, 43%.

Encore ici, plus la proportion de francophones est élevée dans un comté, plus le OUI recueille de voix. La moitié est de l'île a trois comtés qui comptent au moins 90% de francophones: Saint-Jacques, Sainte-Marie et Maisonneuve. Or le OUI a eu le dessus dans les trois comtés, quoique par une faible marge: par 2,093 voix dans Saint-Jacques (55%) et par 337 voix dans Sainte-Marie (51%) et par 313 voix dans Maisonneuve (51%). Le comté de Saint-Jacques est celui de M. Claude Charron, leader du gouvernement, celui de Sainte-Marie est représenté par M. Guy Bisillon à l'Assemblée nationale, qui l'a emporté dans une lutte assez personnelle contre le député libéral fédéral de Sainte-Marie, M. Jean-Claude Malépart, qui avait fait une campagne extrêmement vigoureuse dans ce comté. Enfin, Maisonneuve avait été perdu aux libéraux en novembre dernier, lors de la

partielle qui avait élu M. Georges Lande.

Les comtés de l'est où le NON obtient les meilleurs résultats sont ceux où les communautés ethniques sont très nombreuses. Dans le comté de Laurier, le NON recueillait 73%; dans Jeanne-Mance (Saint-Léonard), 67%; dans Viau, 64%; dans Bourassa, 64% et dans Dorion, 58%. Dans tous ses comtés le taux de francophones varie de 43% dans Laurier à 69% dans Jeanne-Mance.

Le quatrième et dernier comté de l'île de Montréal où le OUI a gagné est celui de la pointe est de l'île (Pointe-aux-Trembles, représenté par M. Marc Léger, ministre de l'Environnement. Le OUI y trouve 2,750 de majorité (51%).

Enfin, le NON l'emporte de justesse dans Gouin (51%, majorité de 655 voix), le comté du député indépendant, M. Rodrigue Tremblay, qui ne s'y est point montré durant la campagne; dans Bourget (53%, majorité de 2,090 voix) et dans Anjou (54%). Victoire de 55% pour le NON dans Sauvé (Montréal-Nord) et Rosemont, et de 56% dans Crémazie (Ahuntsic).

La grande surprise d'hier dans l'île de Montréal est sans doute le résultat dans le comté de Mercier (Plateau Mont-Royal), représenté par M. Gérard Godin, péquiste, à Québec. Le NON l'y a emporté par 963 voix seulement (51.9%). C'est l'ancien comté de M. Robert Bourassa, ex-premier ministre et une proportion fort importante d'allophones vote ici.

D'une manière générale, la participation au scrutin d'hier est un peu moins élevée dans l'est que dans l'ouest, mais

elle reste importante. Les taux les plus faibles se retrouvent dans Saint-Jacques (77%) et dans Bourget (78%), tandis que les plus élevés, dans Maisonneuve (90%), puis dans Crémazie et Bourassa, Anjou, Laurier, Dorion, Rosemont, Sauvé et Bourassa (variant entre 84% et 88%).

La moitié ouest de l'île de Montréal (15 comtés sur les 31 de l'île) ont, c'était à prévoir, voté massivement NON. Les résultats par comtés indiquent que plus la proportion d'anglophones est élevée dans ces circonscriptions, moins le OUI est fort. Autre constante ici: la participation au scrutin dans le West-Island a été absolument massive, pour atteindre des taux qu'on n'y a jamais vus de mémoire d'électeur et de journaliste.

Dans l'ordre décroissant, les victoires les plus éclatantes du NON dans la moitié ouest sont: D'Arcy-McGee (96%), Pointe-Claire (90%), Westmount (87%), Mont-Royal et Notre-Dame-de-Grâce (85%), Robert-Baldwin (81%). Suivent les comtés qui se rapprochent davantage du centre-ouest de l'île, tels Saint-Laurent (78%), Jacques-Cartier (78%), L'Acadie (74%), Marguerite-Bourgeois et Saint-Louis (72%).

Enfin, le OUI a recueilli les taux les plus élevés dans les comtés de Saint-Henri (38%), Outremont (35%) et Verdun (32%).

Dans l'ensemble des 15 comtés de l'ouest de l'île, le OUI a recueilli 20% des suffrages et le NON, 80%.

Enfin, un seul de ces 15 comtés a participé à moins de 80%, soit le comté de Sainte-Anne (79.6%). Les participations les plus élevées étaient dans Pointe-Claire (93.3%), D'Arcy-McGee et Robert-

Baldwin (92%), Marguerite-Bourgeois et L'Acadie (90%).

Sur la Rive-Sud de Montréal, seul le premier ministre René Lévesque pouvait encore espérer hier soir une victoire du OUI dans son comté, celui de Taillon.

Quant aux citoyens des 11 comtés recouvrant la région de l'Estrie, ils ont dit NON à la question avec une majorité moyenne de 61.4%.

Dans les Cantons de l'Est, ce sont les électeurs de Brôme-Missisquoi, où vit une importante minorité anglophone, qui ont donné le plus fort appui au Comité des Québécois pour le NON, avec 74%.

Dans l'ensemble cependant, l'appartenance linguistique ne constitue pas pour ces deux régions du Québec un facteur particulièrement déterminant.

La lutte a été serrée dans plusieurs comtés de ces deux régions comme dans celui du ministre d'État au Développement social, M. Pierre-Marais, Laporte, où le NON a remporté par une majorité de 50.6% ou 482 voix.

Dans Chambly, la victoire du NON a été annoncée assez tôt dans la soirée et c'est par une majorité de 53% que les électeurs représentés par le ministre des Affaires sociales, M. Denis Lazure, ont répondu NON hier soir.

Toujours sur la Rive-Sud de la métropole, le gros comté de Laprairie, qui comprend 60,581 électeurs, a accordé son appui au NON avec une majorité de 65%.

Suite à la page 14



«Il faut mieux comprendre les motifs de ceux qui ont appuyé la souveraineté et demander à ces derniers de mieux comprendre les tenants du NON», a déclaré hier soir le chef victorieux du NON. (Photo Jacques Grenier)

Pour les partisans du NON réunis à Verdun

Un triomphe tranquille

par Guy Deshaies

Une joie bien compréhensible a animé, hier soir, la foule de quelque 3,000 personnes rassemblées par les tenants du NON à l'Aréna de Verdun. Mais les résultats, quoiqu'éclatants, n'ont pas donné lieu à un enthousiasme délirant de la part de ces partisans qui ont réagi, somme toute, comme s'ils avaient connu depuis longtemps les résultats.

L'arrivée de M. Claude Ryan, président du Comité des Québécois pour le NON, a été l'événement le plus marquant, vers 10 h, alors que la foule, allant et venant, sur le plancher et dans les estrades à moitié vides, avait applaudi auparavant les arrivées de quelques personnalités.

Vers 19 h 30, il y avait autant de journalistes au pied de la tribune que de curieux, d'adolescents et de partisans brandissant des drapeaux du Canada lorsque Mme Michèle Tisseyre est venue annoncer les premiers résultats qu'on affichait sur un grand tableau.

Cette foule, anglophone dans une bonne proportion, a applaudi beaucoup M. George Springate, député libéral de Westmount, lorsqu'il a fait son entrée vers 20 h 30 l'air triomphant et arborant un grand unifolié. Les journalistes de la presse anglophone, contenant difficilement pour certains leur joie, se sont précipités sur M. Springate et aussi sur le copilote Pierre Sévigny, ex-ministre dans le cabinet Diefenbaker, pour se faire expliquer ce qui paraissait être maintenant une victoire décisive du NON.

Une foule bigarrée, colorée, pleine d'Yvette, a alors accueilli Mme Thérèse Casgrain, Mme Huguette Proulx, M. Francis Fox et autres qui s'annonçaient tour à tour. Sur les écrans témoins de télévision, dans la section de la presse, on pouvait voir M. René Lévesque s'adresser à la population et à une foule qui paraissait attristée au Centre Paul-Sauvé lorsque le comédien Emile Genest a fait son entrée sur la scène sous d'énormes chiffres qui annonçaient déjà 60% en faveur du NON. Il a dit: «Mon nom est Emile Genest, je suis Québécois, je suis Canadien et je suis fier de l'être.»

Les deux hôtes du DC-9 d'Air Canada nolisé par l'organisation de M. Ryan étaient venues saluer cette victoire du NON en robes rouges, comme Mme Tisseyre qui a d'ailleurs, comme M. Ryan, rendu un hommage particulier aux femmes.

M. Ryan a pris la parole vers 10 h, entouré sur la tribune par Mmes Monique Bégin, ministre fédérale de la Santé et du Bien-être, Solange Chaput-Rolland, députée libérale de Prévost à l'Assemblée nationale du Québec, Thérèse Casgrain, Madeleine Ryan et Michèle Tisseyre, et

de MM. Emile Genest, Jean Chrétien, André Raynaud, conseiller économique du Parti libéral provincial et député d'Outremont, le Dr Augustin Roy, président de la Corporation professionnelle des médecins.

Dans l'ensemble, les propos ont été sobres, les manifestations de victoire mesurées, les applaudissements courts, la joie contenue et les mouvements ordonnés dans une ambiance de grande satisfaction, certes, de soulagement aussi peut-être pour plusieurs mais sans débordement, sans excitation délirante et sans euphorie.

Il y a eu un solide O CANADA, mais aussi la chanson thème de la campagne du NON et autres musiques qui résonnaient chaque fois qu'on annonçait de nouveaux résultats toujours plus probants, toujours plus éclatants, toujours plus irrévocables, toujours plus forts en faveur de ces gens qui, à part les enfants et les curieux silencieux, avaient résolu ment opté pour le NON.

Il n'y a eu ni embouteillages, ni violence, ni manifestation incontrôlée à Verdun hier soir, mais simplement une légitime expression de la victoire.



L'auditorium de Verdun, où s'étaient regroupés les tenants du NON, était bruyant hier soir, mais l'accueil qui a été réservé à M. Ryan a été moins bruyant que celui donné à M. Lévesque à l'autre bout de la ville. (Photo Jacques Grenier)



Victorieux, le chef des Québécois pour le NON, M. Claude Ryan, a été applaudi à tout rompre par ses partisans hier soir à l'auditorium de Verdun. (Photo Jacques Grenier)

Le monde des affaires soulagé de voir se dissiper le climat d'incertitude

par Paul Morisset

Maintenant que la souveraineté-association et l'incertitude qu'elle supposait ont été écartés, le temps est venu de retrouver nos manches pour renouveler la constitution canadienne et rebâtir l'économie Québec. Tel est le message qui a été formulé hier soir par l'ensemble des milieux d'affaires, unanimement satisfaits par le «verdict clair» du référendum.

Les hommes d'affaires et les porte-parole des organisations patronales se félicitent surtout de voir disparaître le climat d'incertitude qui décourageait, disent-ils, les nouveaux investissements dans la province. Mais le référendum d'hier n'a pas tout réglé, soulignent-ils; il permet simplement d'aborder les vrais problèmes dans des conditions plus favorables.

Pour M. Larry Thibault, directeur des services économiques de l'Association des manufacturiers canadiens, la consultation d'hier indique que «les Québécois ont choisi de participer encore une fois au

renouvellement du Canada». «Mais ce renouvellement n'est pas encore fait», rappelle-t-il.

M. Thibault estime que la victoire du NON n'entraînera pas de répercussion notable sur le plan économique. A son avis, le dollar canadien demeurera stable et la Bourse ne connaîtra aucune fluctuation significative.

Quant à M. Jean Lachance, porte-parole de la Fédération canadienne de l'entreprise indépendante (qui regroupe quelque 55,000 dirigeants de PME), le référendum n'est que le premier volet d'une double consultation. L'autre volet sera la prochaine élection provinciale. Pour ce qui est de l'impact du référendum sur les petites et moyennes entreprises québécoises, M. Lachance estime qu'il sera négligeable, étant donné l'autonomie actuelle des PME québécoises par rapport aux firmes de l'étranger.

Le Conseil du patronat du Québec accueille par sa part les résultats du référendum comme «une victoire de la raison sur la passion, l'expression du réalisme

des Québécois face à l'aventure qui leur était proposée». Dans un communiqué, MM. Pierre Côté et Ghislain Dufour, respectivement président et vice-président exécutif du Conseil, précisent: «Ce n'est pas la fin de toutes les incertitudes et de toutes les ombres politiques au tableau de la vie économique, mais le résultat est encourageant et favorable aux investissements.»

De son côté, M. Jean-Paul Létourneau, vice-président exécutif de la Chambre de commerce de la province de Québec, se dit «un peu surpris par l'ampleur de la victoire du NON», et se félicite de ce que le résultat va «sûrement rafraîchir le climat économique».

M. Jean-Marie Poitras, président du groupe d'assureurs La «Laurentienne», déclare que l'importante décision prise hier par les Québécois constitue «un message positif pour l'avenir». «Six millions, ce n'est pas assez pour se diviser, dit-il. Il faut maintenant s'unir pour bâtir.»

Le président du groupe Imasco, M. Paul Paré, se dit «quelque peu enthousiasmé par les résultats du référendum».

Il fallait ce NON sans équivoque, soutient-il, pour assurer la reprise des investissements au Québec.

Pour sa part, M. Guy Desmarais, président de la Chambre de commerce du district de Montréal, se réjouit de la netteté du verdict d'hier et assure que son organisme contribuera à refaire, au sein de la population, l'unité nécessaire à son développement économique.

Le Centre des dirigeants d'entreprises, par la voix de son vice-président exécutif, M. Roger Carboneau, se dit satisfait de la victoire du NON, tout en formulant une mise en garde assez sévère aux gouvernements: «Toute hésitation ou retard à enclencher le processus de révision constitutionnelle, avertit M. Carboneau, risque de conduire à brève échéance à l'éclatement du Canada.»

Dans le milieu bancaire, hier soir, on a généralement observé un silence prudent. Une exception, cependant: M. William Mulholland, président et chef de la direction de la Banque de Montréal, a émis un bref communiqué où il souhaite vivement que cette décision du Québec de rester dans le Canada sera un premier pas vers une fédération renouvelée ainsi que vers un Canada plus fort, plus uni et plus prospère.

Bourgault s'attend à une «nuit des longs couteaux»

par Pierre O'Neill

L'ex-leader du RIN, M. Pierre Bourgault, prévoit une «nuit des longs couteaux» au sein du Parti québécois.

Participant à la soirée du référendum à Radio-Canada, en compagnie d'autres personnalités politiques, M. Bourgault a émis l'opinion que la cinglante défaite du OUI entraînerait des déchirements internes au sein du parti et que des dirigeants péquistes pourraient connaître des difficultés au cours des prochains mois, dont le ministre des Affaires intergouvernementales, M. Claude Morin, l'auteur de la stratégie électorale.

Pour sa part, l'ex-premier ministre Robert Bourassa voit dans la victoire du NON la preuve que les Québécois sont satisfaits des pouvoirs dont leur gouvernement provincial jouit à l'intérieur du régime fédéral et il croit que la crédibilité du gouvernement Lévesque se trouvera dès ce moment mise en doute dans ses efforts visant à réaliser la souveraineté-association. Professeur à l'Université McGill, M.

Charles Taylor explique les résultats du référendum par le refus des Québécois de trancher entre Ottawa et Québec. M. Taylor constate par ailleurs que 40% des votants au référendum ont indiqué leur préférence pour une autre option que le fédéralisme et cette absence de consensus lui apparaît inquiétante. M. Taylor ne voit pas, non plus, comment le gouvernement Lévesque pourrait renier sa philosophie politique en acceptant de négocier le fédéralisme renouvelé.

Au nombre des panellistes invités au réseau anglophone CTV, le président de l'Ontario, M. Brian Mulroney, a exprimé l'avis que ce n'est peut-être pas la stratégie électorale de M. Claude Morin, qui est responsable de la défaite du OUI, mais sans doute davantage l'ex-ministre Robert Burns, dont la loi 92 sur la consultation populaire a contribué à faire l'unité d'action de plusieurs partis sous le parapluie du NON.

Pour sa part, son collègue conservateur, avocat anglophone de Montréal, M. Peter Blakie, est convaincu que Mme Lise Payette est la principale responsable

de la victoire du NON et il a suggéré que le gouverneur général lui décerne la décoration de l'Ordre du Canada.

Les quatre grands réseaux de télévision n'avaient rien ménagé pour suivre le déroulement des résultats du référendum, mais c'est au réseau français de Radio-Canada que revient le prix de la meilleure couverture, avec des invités de marque, des analystes en profusion, des reportages de partout et une étonnante rapidité dans la transmission des résultats. Au cours de la première moitié de la soirée, la compilation des résultats fluctuait d'un ordinateur à l'autre, celui de TVA étant porté à croire que l'écart était plus serré qu'à CTV ou à Radio-Canada.

Sans ternir l'excellence professionnelle qui caractérise son travail, l'animateur Bernard Derome a manifesté des signes d'impatience lorsqu'il ne parvenait plus à retenir son micro au revers de son costume. Il s'est même permis d'indiquer que Radio-Canada avait investi tellement d'argent aux communications avec les régions éloignées qu'il n'en restait plus pour acheter un simple petit micro.

Mise-au-point PRINTEMPS-ÉTÉ \$29.95 Moteur 4 cyl.

SPÉCIAL D'OUVERTURE Valable durant le mois de mai

\$300 en boni sur la R5 1980

2 OFFRES ANTI-INFLATION!

- changement d'huile moteur
- vérification des vis platiniées (pointes)
- changement d'huile boîte de vitesse
- ajustement du carburateur et point d'avance
- changement du filtre à l'huile
- contrôle du système électrique
- vérification des bougies

La Cinq

AUTO MONTREAL SUD INC
2066, Chemin Chambly
Longueuil (Québec) J4J 3Y7
Tel. 670-8410

AUTO MONTREAL SUD

endum 80

Jean Chrétien

«Ce n'est pas que quelques-uns perdent la tête, à cause de leurs émotions... Mais il doit être clair, sauf exception, que la campagne a été très équilibrée des deux côtés... Les gens ont fait preuve de beaucoup de maturité.»

Tel est le commentaire du ministre fédéral de la Justice, M. Jean Chrétien, fait hier à l'issue du référendum constitutionnel au Québec et qui a vu la victoire du NON.

Cela montre aussi, d'après le député de Saint-Maurice, que la priorité des francophones au Canada est la préservation de leur langue et de leur culture.

A propos des problèmes constitutionnels, il a dit que «ce traumatisme qui dure depuis 12 ans... ne peut plus durer. La responsabilité est maintenant sur nos épaules (au gouvernement fédéral)» a ajouté M. Chrétien quant à d'éventuels amendements à l'AANB.

Michel Le Moignan

QUÉBEC (PC) — L'Union nationale a grandement contribué à la victoire de la thèse fédéraliste, affirme son chef intérimaire et député de Gaspé, M. Michel Le Moignan.

De passage hier soir au centre municipal des congrès de Québec où quelque 300 tenants du NON s'étaient réunis pour le dévoilement des résultats du référendum, M. Le Moignan a soutenu que l'organisation unioniste «y a été pour quelque chose dans cette victoire» et que les députés avaient été très actifs au cours de la campagne.

Il a déclaré par ailleurs que le premier ministre Lévesque est un homme «intelligent» et qu'il est conscient que la population a rejeté son option à 60 p.c.

Il devra donc, ajoute-t-il, aller négocier à Ottawa et convaincre les radicaux de son parti de s'incliner devant la volonté populaire.

David Lewis

OTTAWA (PC) — L'ex-leader du NPD, M. David Lewis, a dit qu'après le résultat du référendum québécois, il est très important que le gouvernement canadien et ceux des autres provinces soient maintenant «prêts à changer des choses en profondeur». Il croit que le vote des Québécois devrait encourager le premier ministre Pierre Trudeau à commencer à négocier une nouvelle constitution.

M. Lewis a dit qu'il croit sincèrement que le premier ministre Trudeau va procéder aux réformes constitutionnelles. Il note qu'il y a une chose positive dans le fait que même si rien n'est véritablement réglé par le résultat, les Anglo-Canadiens ont enfin compris l'importance du fait français.

L'ancien chef néo-démocrate croit que le référendum va changer les relations entre le Québec et le reste du Canada. De plus, il estime que le Québec ne se retrouve plus seul face au gouvernement fédéral. Les autres provinces veulent aussi des changements.

M. Lewis a dit qu'il y a 30 ans il a été un centralisateur mais maintenant il accepte que les régions aient plus de pouvoirs.

Francis Fox

«Plus qu'une victoire, c'est une étape vers le renouvellement du fédéralisme», a déclaré hier soir le ministre canadien des Communications, M. Francis Fox.

Visiblement très heureux, M. Fox a tenu à préciser que la réponse référendaire des Québécois «montre un profond attachement au Canada».

Le ministre Fox estime que la prochaine étape devrait être des élections générales au Québec. Rappelant que l'engagement pris par le premier ministre canadien Pierre Trudeau de renouveler la constitution «est très sérieux», M. Fox dit qu'il s'agit maintenant de voir si le premier ministre québécois René Lévesque «est vraiment prêt à accepter de négocier un meilleur Canada.»

Gilles Lamontagne

QUÉBEC (PC) — «Vive les Québécois, vive les Québécoises et vive les Yvettes», s'est exclamé hier soir le ministre canadien de la Défense et député de Langelier, M. Gilles Lamontagne.

Selon lui, le résultat obtenu dans la région de Québec, francophone à 98 p.c., témoigne bien de la volonté collective des Québécois de rejeter à la fois l'option de la souveraineté-association et le gouvernement du Parti québécois.

M. Lamontagne qui s'est joint hier soir aux tenants du NON réunis au Centre municipal des congrès de Québec espère maintenant que le gouvernement Lévesque demandera dans les plus brefs délais un nouveau mandat à la population, car, dit-il, «il vient de perdre tout mandat ce soir».

Charles Taylor

«Le peuple se refuse à trancher», a déclaré hier soir le politologue Charles Taylor, professeur à l'université McGill. Il considère que même si les sondages se révèlent erronés, il faut cependant reconnaître qu'il reste 40 p.c. des Québécois qui ont appuyé une option qui rend difficile pour le gouvernement péquiste de travailler efficacement au renouvellement.

Pour sa part, Mme Louise Beaudoin, chef de cabinet du ministre des Affaires intergouvernementales, M. Claude Morin, estime que le résultat du référendum semble devoir offrir une dernière chance pour le renouvellement du fédéralisme. Elle précise cependant ne pas avoir cru le premier ministre canadien, M. Pierre Trudeau, quand durant la campagne référendaire il s'est engagé à entreprendre immédiatement la réforme du fédéralisme. «De toute façon, dit-elle, la balle est maintenant dans son camp.»

Les Communes ont eu le triomphe modeste

par Michel Vastel

OTTAWA — On insistait pratiquement plus hier soir à Ottawa sur le 41% de OUI que sur le 59% de NON. Par tactique ou spontanément, tous les politiciens fédéraux voulaient avoir le triomphe modeste.

Pour le chef des néo-démocrates, M. Ed Broadbent, «c'est clair qu'on n'a pas voté pour le statu quo au Québec, puisque tous les partis, qu'ils soient du côté du OUI ou du NON, ont indiqué qu'ils voulaient des changements constitutionnels». Le lieutenant québécois des Conservateurs, M. Roch LaSalle, a pour sa part souligné l'importance du vote en faveur du OUI. «Un tel pourcentage, a déclaré M. Roch LaSalle, cela empêchera les libéraux de faire des gorges chaudes. Si on ajoute aux 41% de OUI, une part importante des NON qui ont pris au sérieux les promesses de M. Trudeau de faire des changements constitutionnels, il faudra que le premier ministre livre la marchandise».

M. Jean-Luc Pépin, qui son portefeuille aux Transports avait renvoyé au silence pendant la campagne référendaire, a retrouvé hier soir sa façon coutumière pour souligner qu'un tel partage du vote, «le moins qu'on puisse dire, c'est que ça n'est pas «massif», ni pour un camp ni pour l'autre». En particulier, d'indiquer M. Pépin, 41% de OUI, c'est suffisant pour enlever à M. Lévesque toute victoire, même morale en soustrayant par exemple le vote anglophone du résultat global.

Car l'autre aspect du résultat que tout le monde soulignait hier soir, en particulier parmi les députés d'en dehors du Québec, c'est que le NON avait remporté la victoire, y compris dans le camp des seuls francophones.

Une fois passée la première surprise de

résultat, on a surtout parlé de fédéralisme renouvelé et de conférence constitutionnelle hier soir.

Pour sa part, M. Ed Broadbent a souligné que M. Trudeau réunisse dès juillet ses homologues provinciaux et a indiqué

C'est maintenant l'affaire de tous les Canadiens (Joe Clark)

par Michel Vastel

OTTAWA — Maintenant que les Québécois ont décidé entre eux, le renouvellement de la fédération canadienne, c'est dorénavant l'affaire de tous les Canadiens, y compris des 40% qui ont voté OUI.

Tel est l'engagement que le chef du parti conservateur, M. Joe Clark, a pris hier soir à la suite du référendum québécois.

«Il y a urgence, a cependant ajouté M. Clark. Si un autre référendum avait lieu dans deux ans, a-t-il prédit, et qu'il ne se produise entre-temps aucun progrès dans la réforme constitutionnelle, la situation serait sans doute beaucoup plus serrée».

M. Clark a rappelé que son gouvernement avait lui-même pris l'initiative de quelques changements constitutionnels, notamment dans le domaine des ressources minières. «C'est maintenant la responsabilité de M. Trudeau de prendre des initiatives», a affirmé M. Clark qui lui offre par ailleurs sa collaboration.

Un groupe de travail, dirigé par le sénateur Arthur Tremblay, travaille toujours à l'élaboration d'une proposition de réforme constitutionnelle et M. Clark a in-

diqué que, si le gouvernement le lui permet, son parti pourrait faire des propositions concrètes aux Communes même.

Le chef conservateur a appelé le reste du Canada à prendre au sérieux le vote des Québécois. «On s'est fait servir un avertissement, a-t-il indiqué en anglais au cours de sa conférence de presse.»

«Ce serait une erreur de croire qu'avec ce vote sur le référendum, une page peut être tournée, et poursuivi le chef conservateur. Ce vote marque plutôt le commencement de vrais changements. M. Clark a répété, comme souvent au cours de la campagne référendaire que les Québécois ne sont plus seuls à vouloir des changements. Le même mouvement existe dans toutes les autres provinces et on peut ensemble réaliser un Canada moderne».

M. Clark avait passé la soirée à regarder la télévision en compagnie de quelques intimes du Québec comme M. Roch LaSalle, le sénateur Arthur Tremblay et M. Claude Dupras.

Dans sa brève déclaration, M. Clark, tout en félicitant M. Ryan, a pris soin d'appeler tous les Québécois à se réconcilier, reconnaissant que des conservateurs comme des libéraux avaient milité pour

d'une autre, à la conférence constitutionnelle de même que, selon le chef néo-démocrate, M. Claude Ryan pourrait faire partie de la délégation québécoise.

M. Broadbent pense que dès juillet, pourrait avoir lieu une première réunion

de déblayage et qu'on y déciderait d'un échéancier précis.

M. Jean-Luc Pépin, ancien coprésident de la Commission de l'Unité canadienne, avait pour sa part tendance hier soir à prendre le caractère historique de cette journée avec un grain de sel. «Ce qui m'amuse le plus, devait-il déclarer, c'est qu'on a toujours tendance à parler de fédéralisme renouvelé au futur, comme si rien n'avait encore été fait. Il y a déjà eu d'importants progrès», devait-il ajouter. Il cite en exemple l'élection de M. Joe Clark à la tête du parti conservateur. «La plus grande contribution que M. Clark ait faite au renouvellement de la Fédération, devait-il affirmer, c'est qu'il ait été le premier chef conservateur bilingue!»

Faisant écho, par anticipation, à un passage du discours de M. René Lévesque, M. Jean-Luc Pépin devait conclure: «on se pose souvent la question — que veut le Canada anglais? — C'est à eux de répondre maintenant».

M. Pépin, comme son collègue d'Ottawa, M. Jean-Robert Gauthier, semble maintenant soucieux de s'assurer que le Canada anglais ne retourne pas dormir, «je suis content si le Canada anglais a compris le message», de déclarer le député franco-ontarien, M. Jean-Robert Gauthier.

Même son de cloche chez le leader du gouvernement aux Communes M. Yvon Pinard. «Il faut maintenant battre le fer pendant qu'il est chaud, devait-il déclarer. Ce référendum a déjà fait changer les attitudes du Canada anglais, il faut en profiter pour obtenir maintenant un changement des institutions». M. Pinard a d'ailleurs indiqué que non seulement les provinces, mais également le Parlement, seront associés au processus de renouvellement de la Constitution.

Joie contenue à Queen's Park

par Patricia Dumas

TORONTO — L'Ontario a reçu avec une joie contenue la victoire du NON. «C'est une victoire contre le statu quo», déclaraient les représentants des trois partis à Queen's Park.

M. William Davis, le premier ministre de l'Ontario, a déclaré qu'il enjoignait M.

Trudeau d'appeler une conférence constitutionnelle «plus tôt possible et ajoutait que son gouvernement «commencerait immédiatement la préparation détaillée finale de la position de l'Ontario sur les réformes constitutionnelles nécessaires».

M. Davis a cependant évité les précisions sur les détails disant qu'il s'agissait plutôt d'établir un agenda détaillé que des pro-

positions comme telles.

M. Davis a réitéré son désir de rapatrier la Constitution, d'engranger dans la constitution les droits de la personne, les droits à l'enseignement dans la langue minoritaire, et a précisé qu'il fallait terminer la formule d'amendement. Il a dit par contre qu'il était incertain sur la théorie des deux nations fondatrices et que le problème des partages des pouvoirs n'était pas nécessairement l'aspect principal de la réforme constitutionnelle. Il a par ailleurs rappelé, à plusieurs reprises, qu'en 1971 les provinces en étaient presque arrivées à un accord en ce qui concerne la Charte de Victoria et ce qu'il fallait au Québec à choisir de se désister.

M. Davis a déclaré qu'il n'était pas prêt à endosser les propositions du rapport Pépin-Roberts. Il semble confiant que M. Lévesque négociera au cours de la prochaine conférence constitutionnelle sans savoir toutefois de quelle façon.

M. Davis croit que les Québécois ont voté pour le Canada à cause de ce que leur ont dit M. Ryan et M. Trudeau et ajoute qu'il faut maintenant démontrer que le reste du Canada est sincère dans son désir de négocier une nouvelle fédération.

Les deux partis de l'Opposition, soit le parti libéral et néo-démocrate, ont réagi un peu dans la même ligne que M. Davis. Ils espèrent que le comité parlementaire sur la constitution qui doit être créé sous peu aide à déterminer ce que l'Ontario veut.

M. Stewart Smith, le leader de l'Opposition libérale, a déclaré que son parti n'a pas son propre livre blanc, mais aura des propositions précises. Les néo-démocrates déclarent qu'en rejetant le statu quo, il faut se souvenir de la troisième nation à l'intérieur du Canada qui ne s'est pas encore fait entendre.

Réactions de la Fédération des francophones hors Québec

«La balle est désormais dans le camp des premiers ministres des provinces anglophones et de M. Pierre Trudeau: ce sont eux qui doivent poser le prochain geste».

porte-parole des francophones hors Québec.

C'est en ces termes qu'a commenté hier soir la victoire décisive du NON à la question référendaire du gouvernement Lévesque, le directeur général, de la Fédération des francophones hors Québec, M. Donald Cyr.

Celui-ci a rappelé que les partisans du NON avaient souvent répété, tout au long de la campagne référendaire, que la victoire du NON signifierait un OUI au fédéralisme renouvelé et la fin du statu quo. «Ils devront tenir parole», a averti le

porte-parole des francophones hors Québec.

M. Cyr n'a pas caché que la Fédération aurait souhaité la victoire du OUI, qui aurait donné un «choc» bien plus fort aux provinces anglophones. Il n'a pas caché non plus sa propre déception en promettant que la Fédération qui représente près d'un million de francophones qui vivent dans les neuf provinces anglophones, sera encore plus vigilante.

Ainsi la Fédération entend continuer à réclamer la reconnaissance du principe fondamental des deux peuples fondateurs au pays et la reconnaissance des droits linguistiques de la minorité francophone. De plus, M. Cyr a révélé que cette campagne référendaire a donné un nouvel essor aux revendications des francophones qui, dorénavant, multiplieront leurs contacts avec le Québec. «Il faudra être encore plus solidaire», a-t-il conclu.

Claude Morin ébranlé

QUÉBEC (PC) — «Ça ne prendra pas beaucoup de mois pour se rendre compte du vide de ceux qui sont en face de nous», a lancé le ministre des Affaires intergouvernementales Claude Morin hier soir au petit Collège de Québec.

Arrivé très tard sur les lieux du rassemblement du OUI, le ministre était visiblement ébranlé. Il a cependant dit que l'espoir allait se matérialiser beaucoup plus vite qu'on le croirait pour les partisans de la souveraineté-association, «parce que quand la population du Québec fait confiance à quelqu'un et est déçue par la suite, elle se retourne très vite».

M. Morin a poursuivi en disant que «ceux qui sont supposés livrer la marchandise», il les connaît depuis 17 ans et qu'il avait eu tout le loisir de constater que les propositions de fédéralisme renouvelé étaient vides de contenu.

Il a ajouté que le Québec vivait une période d'accélération historique et que les changements qui prenaient jadis des générations à se réaliser ne prennent maintenant que quelques mois.

Selon lui, la campagne référendaire a permis au peuple québécois de développer beaucoup de lucidité.

Faisant allusion à sa démarche étonnante, M. Morin a dit: «La souveraineté c'est comme un fleur, c'est pas parce qu'on tire dessus que ça pousse plus vite.»

Il faut prendre acte, commente Yves Michaud

PARIS (PC) — «Il faut prendre acte, il va falloir que le gouvernement s'ajuste à cette réalité à la suite du référendum», a dit le député du Québec à Paris, M. Yves Michaud.

Commentant les résultats de cette consultation, le député général a cependant précisé que ses espérances restaient intactes de voir un jour se réaliser la souveraineté du Québec. «Rien n'est acquis, mais tout n'est pas perdu», devait-il ajouter.

Quant à son rôle, M. Michaud estime qu'il n'est pas modifié puisque, souligne-t-il, «j'ai toujours le mandat de représenter tous les Québécois».

Le référendum a suscité beaucoup d'intérêt en France au sein du Parti socialiste. Au cours de la soirée, M. Michaud a reçu une brève visite de M. Michel Rocard, secrétaire de ce parti, et de M. Jean-Pierre Chevènement, un député socialiste.

Du côté du gouvernement français, M. Alain Peyrefitte avait demandé à être tenu au courant des résultats, a indiqué le député général du Québec à Paris.

Selon lui, les relations de coopération entre la France et le Québec ne seront en rien changées mais devait-il ajouter, «sur le plan politique c'est autre chose».

Quant à M. Chevènement, il a déclaré que s'il avait été Québécois, il aurait voté OUI au référendum.

«Je respecte toutefois la majorité des choix exprimés par la majorité des Québécois. Personnellement je trouve le résultat fort triste et je m'attends à un score plus équilibré. «Il n'en demeure pas moins qu'un tel résultat pesera très lourd dans la balance», a-t-il conclu.

Quelque 600 personnes du Québec s'étaient réunies à la délégation du Québec à Paris pour assister à la télédiffusion des résultats.

Soulagement dans les provinces atlantiques

(D'après la PC) — Le premier ministre de l'Île-du-Prince-Édouard, M. Angus MacLean, s'est déclaré «grandement surpris» du résultat du référendum au Québec. Il croit que la lutte serait beaucoup plus serrée. Les gens de sa province vont être rassurés en constatant que le peuple du Québec veut rester dans la Confédération.

Pour le chef conservateur, il y avait au Québec des attentes irréalistes. «Chaque province éprouve des problèmes d'une sorte ou d'une autre, a dit M. MacLean. Toutes devraient rechercher un compromis qui soit acceptable à chacune.» Il a ajouté que la plupart des gens de l'Atlantique sentaient qu'au Canada il faut «un gouvernement fédéral qui soit assez fort pour procurer des chances égales à un océan à l'autre».

Le premier ministre de Terre-Neuve, M. Brian Peckford, a déclaré que par leur vote les Québécois disent qu'ils veulent «un fédéralisme renouvelé». Pour le chef conservateur, la victoire fédéraliste n'est pas une grande surprise. Les résultats du scrutin indiquent que les gens du Québec veulent emprunter les options offertes par les libéraux du premier ministre Trudeau et du chef du parti au Québec, M. Claude Ryan. Ces deux partis se sont engagés à apporter des changements significatifs à la constitution, a-t-il dit.

Pour le premier ministre conservateur du Nouveau-Brunswick, M. Richard Hatfield, la leçon à tirer du référendum québécois, c'est que le vote de «l'indépendance n'est ouverte

à personne dans ce pays», ni au Yukon, ni en Colombie-Britannique, ni à Terre-Neuve. Le référendum laisse cependant le Canada face à des choix ardues et face à de difficiles décisions. Le pays devra trouver une façon adéquate de régler ses problèmes constitutionnels. «Nous devons aller à la table constitutionnelle», a-t-il dit.

«Aucun Canadien ne devrait aller au lit ce soir sans avoir fait une prière pour remercier Dieu de ce résultat», a déclaré pour sa part l'ancien premier ministre libéral de Terre-Neuve, M. Joey Smallwood.

L'ancien premier ministre libéral de la Nouvelle-Écosse, M. Ronald Regan, maintenant ministre dans le gouvernement Trudeau, a fait le commentaire suivant: «Ce soir le peuple de la Nouvelle-Écosse tout entier a poussé un soupir de soulagement.»

Pour sa part, le chef de l'opposition libérale au Nouveau-Brunswick, M. Joseph Daigle, s'est déclaré fier du choix fait par le peuple du Québec. «Les Québécois ont répondu au plaidoyer vigoureux que le reste du Canada leur avait adressé et ils ont exprimé leur confiance dans notre nation.»

Pour le chef libéral, les Québécois ont voté en faveur d'un changement constitutionnel, répudiant «jusqu'à un certain point» le séparatisme. «Je crois qu'il est important que nous commençons immédiatement à réviser et à renouveler la confédération, a dit M. Daigle, et le prochain geste appartient au gouvernement d'Ottawa.»

Déception du côté des artistes

Les artistes qui participaient hier soir à l'émission «La réponse» au réseau français de Radio-Canada ont d'abord manifesté leur déception devant les résultats, qui indiquaient une nette victoire du NON, qui indiquaient tous les groupes de la population.

C'est l'écrivain Madeleine Quéllette-Michalska, qui a peut-être le mieux résumé le fossé qui semble s'être créé entre le monde artistique et la population en général.

Les écrivains pensent et écrivent des ouvrages de fiction, mais les résultats «nous permettent de croire que la fiction

n'est pas où on croit qu'elle s'écrit et se joue».

Pour l'écrivain, la victoire du NON «n'est pas un test du nationalisme, mais l'expression d'un coup de force» qui a mis en présence, d'une part, le Québec et d'autre part, Ottawa et les provinces anglaises.

Les fédéralistes ont pu remporter une victoire sans équivoque en raison du «climat de terreur» qu'ils ont exploité, soutient l'écrivain. Pour Mme Quéllette-Michalska, la campagne référendaire s'est résumée en une lutte entre deux nationalismes: le nationalisme dominateur et le nationalisme de libération.

Pour M. Michel Morin, professeur de philosophie, la victoire du NON met en évidence le «divorce» entre la population en général et les intellectuels et les artistes, qui ont fait montre d'une unanimité «dangereuse».

Selon lui, vu le clivage entre les artistes et le public, il serait «urgent» qu'on produise un autre type de culture qui reflète la diversité d'opinion chez la population.

M. François Ricard, de la revue *Liberté*, a exprimé son «profond désappointement» devant les résultats. «Ça fait mal», il faut résister au désappointement «puisque la question va demeurer».

CONFÉRENCES-VOYAGES

Vous qui investissez quelques milliers dollars pour vos voyages, n'êtes-vous pas prêt à investir \$25 et 6 heures de votre temps pour en faire un succès:

Samedi, 24 mai	Espagne, Portugal	Samedi, 7 juin	France
Dimanche, 25 mai	Grèce	Samedi 14 juin	Art de voyager
Samedi, 31 mai	Italie	Dimanche, 8 juin	Ment, Autriche, Allemagne
Dimanche, 15 juin	Belgique, Hollande, Luxembourg	Samedi, 14 juin	Angleterre
		Lundi et Mer. soir. 2 et 4 juin	Art de voyager

DURÉE: 6 heures (9.30 à 17 hres)
Le voyage de vos rêves n'exige-t-il pas une excellente préparation?

Pour informations: **284-1115**

Gisèle et Normand Fortier

CENTRE DE FORMATION EN TOURISME INC.

Permis du ministère de l'Éducation 749720
Enseignements de culture personnelle

HUGO

00

C'EST

du 22 au 31 mai

20%

de rabais sur tous nos

Livres et Disques

en magasin

sauf sur marchandises étiquetées en rouge

Librairie Hugo

Centre commercial Wilderton
2735, Van Horne, Montréal
739-9251 — 739-0512

NOUVEAUTÉS

LITTÉRATURE

LIVRES DE POCHES

CASSETTES

DISQUES

PSYCHOLOGIE ■ PHILOSOPHIE ■ DICTIONNAIRES



référendum 80

Les résultats du référendum, comté par comté

Droits réservés

La Presse Canadienne

Voici les résultats du référendum du Québec sur la souveraineté-association, tels que compilés par la Presse Canadienne. Le pourcentage des votes pour le OUI et le NON figure entre parenthèses après chaque total des voix.

L'abréviation entre parenthèses après le nom de chaque circonscription indique le parti qui a emporté aux dernières élections générales ou partielles; elle est suivie du chiffre de la majorité de l'élu.

Légende: L — Libéral; PQ — Parti québécois; UN — Union nationale; RC — Ralliement créditiste.

La lettre M précédant le nom de certains comtés indique qu'il s'agit de circonscriptions de l'île de Montréal.

Les résultats sont complets à moins que le nombre de bureaux de scrutin apparaisse comme suit: 68/71.

Abitibi-Est (PQ — 3.881)
OUI 17,250
NON 15,395

Abitibi-Ouest 189-193 (PQ — 1.224)
OUI 11,448
NON 12,945

M-Anjou 213-214 (PQ — 8.324)
OUI 16,819
NON 19,474

Argenteuil (L — 9.233)
OUI 9,247
NON 20,830

Arthabaska (PQ — 3.474)
OUI 13,884
NON 20,120

Beauce-Nord (PQ — 4.12)
OUI 14,085
NON 17,953

Beauce-Sud (L — 4.019)
OUI 14,055
NON 17,953

Beauharnois (PQ — 3.936)
OUI 15,184
NON 20,122

Bellechasse (UN — 798)
OUI 9,502
NON 14,876

Berthier 162-172 (PQ — 402)
OUI 10,603
NON 16,231

Bonaventure (L — 3.603)
OUI 7,286
NON 14,866

M-Bourassa (PQ — 2.162)
OUI 12,124
NON 21,518

M-Bourget (PQ — 7.047)
OUI 14,059
NON 16,149

Brome-Missisquoi (UN — 5.930)
OUI 6,980
NON 20,055

Chambly 283-284 (PQ — 5.201)
OUI 25,231
NON 28,811

Champlain (PQ — 4.428)
OUI 15,377
NON 18,631

Charlesbourg (PQ — 4.785)
OUI 23,097
NON 25,397

Charlevoix (L — 4.899)
OUI 10,254
NON 13,907

Châteauguay (PQ — 5.281)
OUI 17,441
NON 25,970

Chauveau (PQ — 5.054)
OUI 25,490
NON 27,898

Chicoutimi (PQ — 13.742)
OUI 20,024
NON 14,132

M-Crémazie (PQ — 4.612)
OUI 14,166
NON 17,955

M-D'Arcy-McGee (L — 21.480)
OUI 1,564
NON 36,376

Deux-Montagnes (PQ — 2.466)
OUI 16,223
NON 21,955

M-Dorion (PQ — 5.343)
OUI 12,458
NON 16,883

Drummond (PQ — 6.394)
OUI 15,315
NON 20,013

Dubuc (PQ — 3.661)
OUI 15,266
NON 13,324

Duplessis (PQ — 11.324)
OUI 18,268
NON 16,270

Fabre (PQ — 9.078)
OUI 22,983
NON 28,971

Frontenac (PQ — 1.558)
OUI 14,842
NON 15,556

Gaspé (UN — 420)
OUI 16,335
NON 14,960

Gatineau (L — 6.148)
OUI 19,063
NON 25,162

M-Gouin (PQ — 5.345)
OUI 12,380
NON 13,035

Hull (PQ — 2)
OUI 10,206
NON 20,490

Huntingdon (UN — 2.728)
OUI 6,578
NON 17,797

Iberville (PQ — 1.533)
OUI 13,954
NON 22,061

Iles-de-la-Madegleine (PQ — 60)
OUI 3,405
NON 3,979

M-Jacques-Cartier (L — 1.255)
OUI 7,074
NON 21,803

M-Jeanne-Mance 276-296 (PQ — 4.606)
OUI 17,900
NON 36,288

Jean-Talon (L — 5.737)
OUI 11,928
NON 16,753

Johnson (UN — 4.805)
OUI 10,612
NON 16,356

Joliette-Montcalm (L — 5.311)
OUI 17,377
NON 22,780

Jonquière (PQ — 9.511)
OUI 22,038
NON 14,262

Kamouraska-Témiscouata (PQ — 310)
OUI 10,912
NON 13,919

M-L'Acadie 206-211 (L — 4.406)
OUI 9,063
NON 25,626

Lac-Saint-Jean (PQ — 6.911)
OUI 17,691
NON 12,995

M-Lafontaine (PQ — 12.469)
OUI 14,067
NON 13,453

Laporte (PQ — 11.086)
OUI 20,066
NON 20,548

Laprairie 295-296 (PQ — 647)
OUI 19,066
NON 35,569

L'Assomption (PQ — 14.439)
OUI 30,164
NON 28,792

Laurentides-Labelle (PQ — 4.069)
OUI 15,328
NON 15,696

M-Laurier (L — 2.275)
OUI 8,547
NON 22,823

Laval (L — 2.285)
OUI 16,681
NON 22,758

Laviolette (PQ — 2.174)
OUI 12,313
NON 15,899

Lévis (PQ — 5.887)
OUI 20,039
NON 20,555

Limoulu (PQ — 3.707)
OUI 13,893
NON 16,148

Louis-Hébert 221-223 (PQ — 9.543)
OUI 20,788
NON 18,391

Lotbinière (UN — 6.713)
OUI 9,207
NON 15,584

M-Maisonneuve (L — 3.787)
OUI 11,702
NON 11,365

M-Marguerite-Bourgeoys (L — 806)
OUI 13,115
NON 33,494

Maskinongé (L — 403)
OUI 10,255
NON 17,741

Matane (PQ — 2.684)
OUI 11,452
NON 12,287

Matapédia (PQ — 5.458)
OUI 9,512
NON 10,405

Mégantic-Compton (UN — 2.502)
OUI 8,097
NON 15,214

M-Mercier (PQ — 3.736)
OUI 12,163
NON 13,126

Mille-Îles (PQ — 10.070)
OUI 25,559
NON 26,665

Montmagny-L'Islet (L — 2.370)
OUI 10,050
NON 16,152

Montmorency (PQ — 5.190)
OUI 19,097
NON 19,579

M-Mont-Royal (L — 13.295)
OUI 5,016
NON 28,819

Nicolet-Yamaska (UN — 750)
OUI 9,827
NON 17,018

M-Noire-Dame-de-Grâce (L — 7.814)
OUI 4,594
NON 26,925

Orford (L — 636)
OUI 9,997
NON 19,723

M-Outremont (L — 2.387)
OUI 11,796
NON 20,943

Papineau 240-265 (PQ — 67)
OUI 11,250
NON 25,899

M-Pointe-Claire (UN — 3.431)
OUI 4,174
NON 36,579

Pontiac-Témiscamingue (L — 3.581)
OUI 5,340
NON 16,641

Portneuf (L — 2.783)
OUI 11,204
NON 15,633

Prévost (L — 11.284)
OUI 20,996
NON 26,214

Richelieu (PQ — 4.274)
OUI 15,563
NON 16,467

Richmond (UN — 1.907)
OUI 8,254
NON 12,371

Rimouski 202-204 (PQ — 5.146)
OUI 16,583
NON 14,523

Rivière-du-Loup (PQ — 1.904)
OUI 11,162
NON 14,561

M-Robert-Baldwin (L — 3.947)
OUI 9,196
NON 40,134

Roberval (L — 932)
OUI 16,140
NON 15,758

M-Rosemont 181-182 (PQ — 5.380)
OUI 13,697
NON 16,847

Rouyn-Noranda (RC — 1.456)
OUI 11,097
NON 14,016

Saguenay (PQ — 11.212)
OUI 14,032
NON 8,634

M-Sainte-Anne 162-194 (PQ — 689)
OUI 7,640
NON 17,347

Saint-François (PQ — 3.623)
OUI 12,475
NON 17,375

M-Saint-Henri 168-169 (L — 4.142)
OUI 11,357
NON 18,321

Saint-Hyacinthe (UN — 58)
OUI 12,364
NON 18,831

M-Saint-Jacques (PQ — 7.180)
OUI 11,398
NON 9,305

Saint-Jean (PQ — 3.695)
OUI 13,611
NON 21,372

M-Saint-Laurent (L — 6.297)
OUI 7,900
NON 26,468

M-Saint-Louis 162-192 (L — 1.776)
OUI 6,670
NON 17,299

Sainte-Marie (PQ — 5.043)
OUI 11,838
NON 11,526

Saint-Maurice 162-182 (PQ — 4.788)
OUI 12,938
NON 15,548

M-Sauvé 221-231 (PQ — 13.372)
OUI 28,972
NON 22,923

Shefford (L — 384)
OUI 11,550
NON 21,538

Sherbrooke (PQ — 3.895)
OUI 13,008
NON 17,033

Tailon 332-352 (PQ — 22.345)
OUI 30,522
NON 29,232

Taschereau (PQ — 1.832)
OUI 9,536
NON 10,695

Terrebonne 279-281 (PQ — 7.899)
OUI 23,448
NON 26,095

Trois-Rivières (PQ — 3.182)
OUI 12,982
NON 18,770

Vanier (PQ — 5.063)
OUI 16,668
NON 17,005

Vaudreuil-Soulanges (PQ — 534)
OUI 13,441
NON 24,006

Verchères 218-221 (PQ — 4.990)
OUI 19,569
NON 20,950

M-Verdun (L — 3.261)
OUI 9,734
NON 20,342

M-Viau (L — 1.932)
OUI 10,840
NON 20,882

M-Westmount (L — 8.744)
OUI 4,081
NON 26,995

Des moyens plus efficaces de déceler les abus en matière d'assurance-chômage.

Certaines personnes semblent ignorer qu'elles ne peuvent prendre un emploi et continuer à toucher de l'assurance-chômage sans nous avertir qu'elles travaillent. C'est pourquoi nous avons demandé aux employeurs de nous fournir des Avis d'embauche.

Nous comparons les données figurant sur ces avis (date d'embauche et numéro d'assurance sociale) avec celles de nos listes de prestataires. Cette comparaison nous permet d'identifier les personnes recevant des prestations auxquelles elles n'ont pas droit.



Les numéros d'assurance sociale des personnes occupant un nouvel emploi sont comparés avec ceux figurant sur les listes des prestataires de l'Assurance-chômage. Seuls les cas d'abus possibles font l'objet d'une enquête.

Pourquoi un contrôle plus strict?

L'an dernier, l'Assurance-chômage a versé plus de \$4 milliards aux personnes sans emploi, ce qui inclut les sommes considérables indûment perçues par des gens qui continuaient de recevoir les prestations alors qu'ils occupaient un nouvel emploi et avaient omis de nous le signaler.

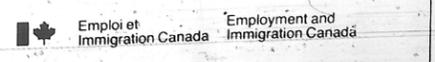
Ces versements indus doivent être payés, en définitive, par la collectivité.

Ils sont souvent, de la part des prestataires, la conséquence d'oublis, de négligence ou de simple ignorance. Certains prestataires ne se rendent pas compte qu'ils doivent avertir Emploi et Immigration Canada (Assurance-chômage) de leur nouvel emploi et de la totalité de leurs gains. Dans ces cas, après enquête, on exige le remboursement du trop-payé. Mais lorsqu'il y a lieu de penser qu'il y a vraiment mauvaise foi, nos enquêteurs procèdent à une étude minutieuse dans chaque cas. Des amendes peuvent être imposées et même des poursuites intentées.

Si vous touchez des prestations d'assurance-chômage et si vous prenez un nouvel emploi, même à temps partiel, ne manquez pas de le signaler à l'Assurance-chômage.

C'est plus juste pour tout le monde.

Nous devons veiller à ce que l'argent que les employés et les employeurs versent à l'Assurance-chômage soit utilisé aussi équitablement et aussi efficacement que possible. Nous en sommes responsables. Le nouveau programme de l'Avis d'embauche nous permet précisément de mieux remplir ce rôle et de remettre à chacun ce qui lui revient, ni plus, ni moins. C'est plus juste pour tout le monde.



EN FORMANTENANT!

La bonne forme, c'est au moins à tous les deux jours.

PARTICIPATION

Le mouvement canadien de la participation





Très pondéré, le premier ministre du Canada, M. Pierre Trudeau, s'est réjoui hier soir des résultats du référendum, et a lancé un appel à tous les Canadiens à mettre la main à la pâte du renouveau de la Confédération. Il s'est aussi adressé aux Québécois meurtris par les résultats. (Photoflaser CP)

que tout le monde au centre Paul-Sauvé et ailleurs, comme M. Lévesque l'a souligné, avait continué à espérer. Comme l'a signalé le président de l'exécutif du Parti québécois, M. Philippe Bernard, le OUI s'attendait à au moins 40% des voix. Durant les derniers jours, les organisateurs manifestaient même un certain optimisme, parlant même de victoire possible sur la foi de sondages internes et du pointage effectué dans les comités. Hier ces mêmes organisateurs, pour ceux qui voulaient commenter le résultat, soulignaient que le fort taux de «discrets» laissait une marge d'erreur. Alors qu'on avait réparti ces «discrets» dans une proportion de deux contre un pour le NON pour se prémunir contre toute surprise, il est apparu à l'usage que c'est à dix contre un que ces «discrets» ont voté NON. On ignorait hier soir si le premier ministre allait livrer aujourd'hui son analyse de la défaite. Il n'était toujours pas question d'une conférence de presse. Soulignons que l'exécutif national du Parti québécois se réunit vendredi à Québec pour un premier «post-mortem».

◆ Trudeau

que nous sommes, avec nos différences de langue et de culture, mais aussi notre commun attachement aux valeurs de liberté et d'entraide qui sont au cœur de l'aventure canadienne. «Vouloir vivre ensemble entre Canadiens, ce n'est donc pas nous déraciner de notre coin de terre et renoncer à notre originalité culturelle». Puis citant l'un de ses maîtres à penser, Emmanuel Mounier, il «nous avons tous plusieurs petites patries sous la plus grande», M. Trudeau a tenté une fois de plus de convaincre ses concitoyens les plus sceptiques en leur disant que «ce miracle du partage économique et culturel dans le respect des multiples appartenances des citoyens c'est le fédéralisme qui nous a permis et qui nous permettra encore de l'accomplir». «Avec l'aide de Dieu, nous réussissons», a conclu M. Trudeau.

◆ Ryan

le caractère universel de la réponse qu'il vient de nous accorder. Le chef du Parti libéral du Québec a lancé un vibrant appel aux souverainistes pour qu'ils acceptent le verdict référendaire sans amertume, en reconnaissant l'expression de la fidélité de la majorité des Québécois à l'endroit du fédéralisme renouvelé défendu avec vigueur et fermeté par les tenants du NON, le premier ministre du Canada, M. Pierre Trudeau, en tête.

Cela ne veut pas dire que des changements ne sont pas souhaitables dans ce régime, a soutenu M. Ryan en rappelant qu'il a promis hier souvent pendant la campagne référendaire que ces changements tiendraient à leur heure. «Mais les souverainistes ne doivent pas oublier que 80% des électeurs ont dit leur préférence très ferme pour le régime fédéral et de mon côté je m'engage à procéder aux changements raisonnables et fondés qui doivent être effectués dans ce système».

M. Ryan se dit convaincu que «ces changements qui s'imposent» seront plus acceptables maintenant qu'une réponse claire a été donnée à la question référendaire parce «qu'ils ne briseront pas les traditions profondément enracinées dans le cœur de chaque citoyen québécois». Dans l'avenir immédiat, le chef de l'opposition officielle à l'Assemblée nationale indique qu'il faudra que M. René Lévesque déclenche des élections générales dans les plus brefs délais de façon à clarifier encore davantage le goût des Québécois de se doter d'une administration conforme à la volonté qu'ils viennent d'exprimer.

«J'espère, a-t-il dit, que le gouvernement actuel ne voudra pas pousser au-delà de la limite raisonnable de son mandat de quatre ans l'administration de la province». Le Parti québécois a été élu le 15 novembre 1976 et pourrait rester en selle jusqu'en 1981 mais la tradition veut qu'un appel au peuple ait lieu plutôt tous les quatre ans. Dans cette perspective, les Québécois pourraient bien être conviés dès cet automne à une élection générale, selon ce que le premier ministre décidera.

Pour M. Ryan, le Parti québécois vient de franchir une première étape en décrétant cette vaste consultation populaire et la seconde, après la défaite cuisante qu'il vient d'éprouver, devrait être de convier le peuple à exprimer «quel parti est le plus apte à conduire les rênes du gouvernement». Plusieurs des propos de M. Ryan se sont perdus dans les applaudissements de ses partisans et dans les borborygmes d'une acoustique fort déficiente au centre sportif de Verdun. Le lauréat du NON n'a toutefois pas voulu savoir seul sa victoire et s'en attribuer toute la gloire. Il a rendu hommage à M. Pierre Trudeau, premier ministre du Canada qui est venu à trois reprises pendant la campagne référendaire lui présenter main forte, avec le succès qu'on sait. Il a également manifesté sa reconnaissance aux représentants de toutes les alliances politiques des scènes politiques fédérale et provinciale qui l'ont assisté dans son travail, sans oublier ses proches collaborateurs, les femmes, la sienne, Madeleine Ryan et ses collègues de l'AN, Mme Thérèse Lavoie-Roux et Solange Chapat-Rolland. M. Ryan a refusé d'accorder toute entrevue aux journalistes, mais il les reçoit aujourd'hui même en conférence de presse.

◆ Poids

OUI — plus d'un million et demi — constitue une partie impressionnante des forces vives de la société québécoise, regroupent sa jeunesse, incarnent son dynamisme et sont résolus à poursuivre leur combat. Pour les détourner de l'objectif de la souveraineté et les engager dans la voie du renouvellement de la fédération, il faudra proposer des changements assez radicaux. Cela est-il vraiment possible? La réponse appartient au Canada, à son peuple et à ses hommes politiques; elle appartient aussi à M. Trudeau et au gouvernement de M. Lévesque. C'est en mesurant cet énorme défi, et en saluant avec noblesse l'ardeur des tenants convaincus du OUI que M. Trudeau avait prouvé hier soir «le goût de fêter la victoire». Ce référendum n'aura pas résolu le problème de fond, mais il aura «au moins démontré que les Québécois veulent encore faire leur avenir au Canada par autant que le Canada, renouvelant ses structures, reconnaissant le poids réel de la patrie québécoise. Qui, du Parti québécois de René Lé-

vesque ou du Parti libéral de Claude Ryan, saura accomplir ces transformations? Le premier devra en donner des indications claires dès le prochain rendez-vous constitutionnel à Ottawa. Un peu plus tard, il apprendra aux électeurs de trancher encore une fois. Difficile, déchirant pour beaucoup, ce référendum n'aura marqué qu'une étape dans l'histoire de ce pays tourmenté.

◆ Montréal

Suite de la page 3

Un peu plus de 64% des citoyens de cette circonscription sont francophones. La palme du NON pour la Rive-Sud revient au comté rural de Huntingdon, où 73% des électeurs n'ont pas voulu donner au gouvernement actuel le mandat de négocier une nouvelle entente. A Châteauguay, les résultats étaient assez semblables à ceux de l'ensemble du Québec, soit 60% pour le NON. Quant à la circonscription de Richelieu, qui englobe les deux villes de Sorel et de Tracy, elle a choisi le clan de M. Claude Ryan de justesse, avec 51%.

Si les résultats sont serrés dans plusieurs villes de la Rive-Sud de Montréal, ils sont plus clairement fédéralistes dans les Cantons de l'Est, à l'exclusion du comté de Frontenac où le camp du NON et celui du OUI ont recueilli respectivement 51% et 49% des voix. Les villes de Princeville et de Victoriaville, qui forment le comté d'Arthabaska, francophone à 98%, ont voté NON avec une majorité de 59%, ceux de Sherbrooke à 57%, ceux de Mégantic-Compton à 65% et ceux de Orford à 66%.

A noter par ailleurs que le pourcentage de OUI recueilli hier soir dans les 11 comtés de l'Estrie n'est nullement inférieur à celui que le Parti québécois avait recueilli aux élections de 1976. Il demeure à 43% dans la circonscription de Sherbrooke et à 48% dans celle de Saint-François, deux comtés représentés actuellement par le parti au pouvoir. Le NON a remporté 55% des voix dans la région de Laval-Laurentides contre 45% pour le OUI et seuls deux comtés ont recueilli des majorités pour les tenants de la souveraineté-association.

En effet, dans l'Assomption, comté du ministre des Finances, M. Jacques Parizeau, les citoyens se sont prononcés pour le OUI dans une proportion de 51% bien que le 15 novembre 1976, les péquistes avaient recueilli 55% des voix. Quelque 53% des électeurs du comté de Terrebonne se sont prononcés en faveur du OUI, ce qui représente une faible augmentation par rapport au vote obtenu par le député du Parti québécois, M. Elie Fallu, en novembre 1976. Dans Laurentides-Labelle où la population est francophone à 94%, il semble que les militants du PQ et les tenants du OUI aient été les mêmes puisque la souveraineté-association a recueilli 49% des voix c'est-à-dire le même pourcentage obtenu par le ministre de l'Aménagement, M. Jacques Lévesque lors des dernières élections. Une situation semblable se retrouve dans le comté de Joliette-Montcalm puisque 43% des citoyens se sont prononcés pour le OUI contre 42% pour le Parti québécois en 1976.

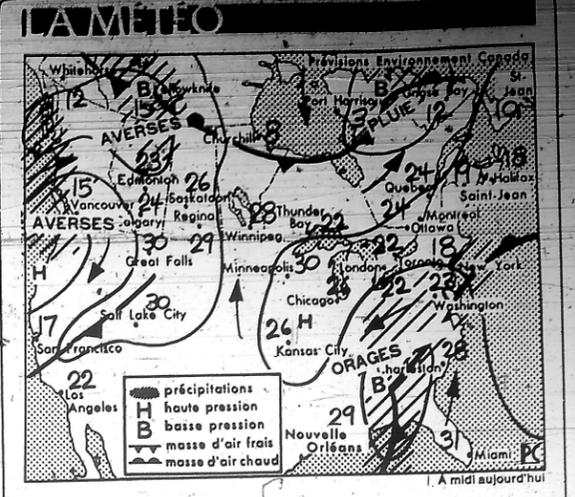
Par contre la part des votes accordés au Parti québécois lors des élections ne s'est pas maintenue dans les comtés de deux ministres du gouvernement Lévesque. Ainsi les partisans du OUI n'ont remporté que 44% des voix dans le comté de Fabre du ministre du Développement économique M. Bernard Landry qui avait pourtant recueilli 52% des votes en 1976. Il en a été de même dans le comté du ministre de l'Énergie, M. Guy Joron dans Mille-Îles où les partisans du NON ont recueilli 52% des voix tandis qu'en 1976 54% des citoyens dans ce comté à 89% francophone avaient opté pour le PQ.

C'est dans le comté de Laval où on retrouve pas moins de 40% de non-francophones que les partisans de M. Claude Ryan ont obtenu un des appuis les plus importants avec 66% des voix. Par contre, dans Prévost, un comté à 92% francophone, les militants du NON ont tout de même recueilli 56% des votes. Enfin dans Deux-Montagnes l'option de la souveraineté-association a obtenu des appuis dans une proportion de 42% ce qui représente quand même une hausse de 10% par rapport aux votes recueillis en 1976 par le député péquiste M. Pierre DeBellefeuille.

Voisine de l'Ontario, à quelques pas de la capitale fédérale, la région de l'Outaouais n'a jamais été un bastion du Parti québécois même s'il a réussi à y faire élire deux députés en 1976. Dans cette région, où de nombreux Ontariens ont élu domicile au fil des ans, surtout dans le comté de Gatineau, le NON a remporté pas moins de 69% des voix contre 31% pour les tenants de la souveraineté-association. D'ailleurs c'est exactement cette même proportion qu'on a retrouvé hier soir dans les comtés d'Argenteuil où M. Ryan a été élu lors des élections complémentaires de l'année dernière.

Entente de principe aux Postes

OTTAWA (d'après CP) — Une entente de principe est intervenue hier soir, dans le conflit qui oppose le gouvernement canadien et ses 23 000 postiers, après six heures de négociations entre les principaux représentants des deux parties. Le ministre des Postes, M. André Ouellet, a dit qu'une entente de principe était acquise pour une nouvelle convention collective, à la suite d'une rencontre avec les dirigeants du Syndicat canadien des postiers. M. Jean-Claude Parrot, le président du syndicat, a dit qu'il était satisfait de l'entente, ajoutant que les négociations intensives avaient reposé sur le rapport de conciliation, lequel contenait des recommandations comme des demandes minimales. Aucun des deux n'a cependant voulu indiquer si toutes les recommandations de la conciliation sont incluses dans l'entente. Ils doivent se rencontrer de nouveau ce matin pour finaliser le contrat et en déterminer les petits détails. «Ces discussions fructueuses ont été rendues possibles grâce à l'esprit de collaboration de la part du syndicat», a dit M. Ouellet. C'est d'ailleurs la première fois que les postiers obtiennent un contrat de travail sans devoir recourir aux grèves tournantes.



Abitibi, Témiscamingue, réservoirs Cabonga, Gouin, Lac-St-Jean: ensoleillé et passages nuageux, vent modéré. Maximum 23. Aperçu pour jeudi: beau. Pontiac, Gatineau, vallée du Lièvre, Laurentides, Outaouais, Montréal, Trois-Rivières, Drummondville, Québec, Estrie, Beauce: ensoleillé avec quelques passages nuageux. Maximum 25. Aperçu pour jeudi: peu de changement. Saguenay, Mauricie, Parc des Laurentides, Rivière-du-Loup, La Mal-

A Gatineau, le NON a atteint 75 pour cent des voix dans un comté où l'on dénombre 31% de non-francophones. Dans le comté voisin de Papineau qui a élu un membre du PQ en 1976, le NON a remporté 70% des appuis hier soir.

Enfin à Hull, le OUI n'a recueilli que 33% des voix même si le ministre des Travaux publics, Mme Jocelyne Ouellet avait obtenu 41% des voix en 1976 dans un comté où l'on retrouve un très grand nombre de fonctionnaires fédéraux.

Un vote massif

par Rodolphe Morissette

Une participation record et des bureaux de scrutin surencombrés, une nervosité considérable, tant chez les électeurs que chez les officiers du scrutin — tels sont les traits de la journée d'hier. La journée ensoleillée et chaude n'a pas seulement encouragé les Québécois à voter, OUI ou NON, au référendum. Elle a contribué à réduire au minimum la tension générale qui se manifestait dans les lieux publics, dans les quelque 22 000 bureaux de scrutin, dans les foyers. Dès 8 h 15 hier matin, scrutateurs et scrutatrices, représentants du OUI et du NON dans chaque bureau de scrutin, présidents d'élection et constables spectraux présentaient place devant les isolects. Vers 10 h, de très nombreuses sections de vote (parfois une trentaine de bureaux étaient réunis au même endroit) étaient déjà encombrées. Les électeurs sont allés voter tôt pour un grand nombre, comme leur leur avait demandé le Directeur général des élections, M. Pierre-F. Côté. Les abords des écoles et des salles paroissiales (les enfants avaient congé hier) étaient bondés de vieillards sans têt, de personnes handicapées et de gens de tous âges.

En plusieurs endroits, il fallait attendre près d'une heure avant de voter et là où un grand nombre de bureaux étaient concentrés, de longues files d'attente se constituaient. Vers 11 h, au Centre Notre-Dame, Chemin de la Reine-Marie, à Montréal, par exemple, la file allait jusqu'au trottoir. En plusieurs endroits, des électeurs nerveux et impatientes s'en prenaient aux officiers du scrutin, qu'ils blâmaient de la lenteur du déroulement du scrutin. A Outremont, entre autres, la police a dû intervenir — délicatement, pour ramener la paix.

Au fait, scrutateurs et représentants locaux du OUI et du NON dans les bureaux de vote manifestaient une grande nervosité et faisaient preuve très souvent d'une rigueur presque excessive. Il n'était pas rare qu'on demande, outre le nom de l'électeur, son âge, voire sa profession. On lui faisait répéter à quelques reprises son adresse, etc. Hier midi, un porte-parole officiel du Comité national du NON, M. Jacques Hudon, est passé à l'attaque: les ralentissements observés dans le déroulement du vote, de même qu'un excès de questions posées aux électeurs, seraient, selon lui, «tactiques» des partisans du OUI et «obstruction» de leur part, «particulièrement dans les comités à majorité anglophone du West-Island», a précisé M. Hudon.

Il faut dire cependant qu'on a pu constater autant de représentants du NON que du OUI, dans les bureaux de scrutin, qui posaient maintes questions inutiles aux électeurs et le phénomène ne s'est pas produit que dans les comtés de l'ouest de Montréal. Aux attaques de M. Hudon, le Regroupement national pour le OUI a répliqué aussitôt que «le comité du NON continue de piénercher». Du reste, pour l'attaché de presse du comité national du OUI, M. André Sormany, la lenteur de la procédure de votation dans le West-Island n'é-

tait due qu'au fait que les citoyens de ces comtés avaient décidé de participer massivement au scrutin.

M. Sormany a justifié à sa manière la vigilance particulière des scrutateurs dans l'ouest de Montréal: «Un afflux dans précédent de touristes des provinces voisines, qui seraient peut-être tentés de nous dire combien ils nous aiment en mettant leur bulletin de vote dans nos boîtes de scrutin...»

Quoi qu'il en soit, le dépôt même de son bulletin dans la boîte de vote est apparu pour plusieurs une tâche extrêmement délicate. L'orifice dans lequel le bulletin plié doit être déposé étant d'un très faible diamètre, il arrivait souvent qu'un bulletin s'échiffrait ou se perforait, ce qui le rendait nul d'emblée. L'électeur devait alors retourner derrière l'isolair, annuler son vote, se faire donner un bulletin neuf et voter de nouveau.

Dans l'après-midi, banques, institutions financières et maintes entreprises ont fermé leurs portes plus tôt et à Montréal, au beau milieu de l'après-midi, de grandes artères étaient complètement bloquées. Au terme d'une lutte aussi serrée entre le OUI et le NON et en présence d'un nombre record de sondages récents indiquant que le OUI comme le NON pourraient l'emporter, et par une marge probablement faible dans l'un ou l'autre cas, les électeurs étaient fort nerveux durant toute la journée d'hier. Dans le métro de Montréal, on pouvait, comme le jour du 15 novembre 1976, presque trancher au couteau la tension qui régnait. Il en allait de même dans plusieurs foyers et aux abords des bureaux de scrutin.

Les trois chefs politiques principaux ont voté dans leur comté respectif.

Le premier à le faire, M. Claude Ryan, chef du Comité des Québécois pour le NON, s'est rendu tôt hier matin dans la salle paroissiale d'une église située à proximité de chez lui, à Outremont. Après avoir voté, il s'est attardé à serrer la main aux nombreux électeurs qui se trouvaient à l'intérieur du bureau de vote. Mais comme M. Ryan commençait à y prendre plaisir, les officiers du scrutin ont dû intervenir en lui faisant savoir que le stratège commençait à ressembler à de la propagande, interdite le jour du scrutin. On le pria donc de quitter les lieux. Il protesta, continua de serrer quelques mains, puis disparut.

À midi, le chef du NON déjeunait avec le premier ministre du Canada, M. Pierre Trudeau, venu voter dans sa circonscription montréalaise de Mont-Royal. M. Trudeau y votait au cours de l'après-midi. Il n'était pas à la Chambre des communes pour la période de questions d'hier, mais devait regagner Ottawa pour y être en début de soirée et commenter de là le résultat du référendum.

Quant à M. René Lévesque, le chef du Regroupement national pour le OUI, il a voté peu après déjeuner dans la salle paroissiale de l'église St. Patrick de Montréal, située dans le comté montréalais de Saint-Louis, là où il a domicilié. Après avoir voté, M. Lévesque a confié aux journalistes qu'après avoir ainsi relu une dernière fois la question à voter, il trouvait que «c'était une bonne question». «Je l'aime!» a-t-il ajouté en riant.

Nous n'avons pas besoin de ce référendum (Castonguay)

QUEBEC (PC) — M. Claude Castonguay, ancien ministre des Affaires sociales dans le gouvernement Bourassa, soutient que nous n'avons pas besoin de ce référendum pour entreprendre la révision de la constitution canadienne. Il a rappelé que le premier ministre Trudeau a clairement indiqué son désir de mettre en branle le processus de révision de la constitution et que cet engagement était suffisamment formel. M. Castonguay, qui a défendu l'option fédéraliste dans la campagne référendaire, ajoute que cette révision, si elle ne se fait pas maintenant, se fera après les prochaines élections québécoises. M. Castonguay s'est joint hier soir aux quelque 300 personnes venues assister au dévoilement des résultats du référendum, au centre municipal des congrès de Qué-

bec. D'autre part, le député libéral de Jean-Talon à l'Assemblée nationale, M. Jean-Claude Rivest, estime que le chef du gouvernement canadien a joué un rôle important dans la victoire du NON au référendum. «Le mot de M. Trudeau a été important dans cette campagne», a confié M. Rivest. Et il a dit regretter que les tenants du OUI aient tenté, selon lui, d'opposer les francophones aux Québécois d'autres ethnies, mais il se réjouit que les Québécois se soient prononcés solidairement pour leur attachement au Canada. M. Rivest estime d'autre part que le gouvernement Lévesque se retrouve maintenant dans une impasse. «Il se voit dans l'obligation de négocier quelque chose à laquelle il ne croit pas».

AUJOURD'HUI

- À midi, assemblée générale annuelle de la Société pour le progrès de la Rive-Sud à la Rotisserie Saint-Hubert, 1435 ouest, rue Saint-Charles à Longueuil.
À 13 h 30, conférence du Centre troisième âge culture par M. Michel Poisson qui entretiendra son auditoire des «différentes formes possibles d'association économique pour le Québec», à l'auditorium du Gesù, 1200, rue Beury.
À 17 h 30, présentation du film Le grand remède, de Sylvie Groulx et Françoise Allaire, au ciné-mercredi du Collège de Rosemont, 6400, 16e avenue. Une autre projection à lieu à 20 h 30.
À 19 h, assemblée régulière du conseil municipal de Longueuil, à la salle du conseil, 300 ouest, rue Saint-Charles à Longueuil.
À 19 h, conférence audiovisuelle du docteur Roger Lasalle et remises des sommes d'argent reçues lors de la distribution des banques de la Fédération canadienne de la fibrose kystique, au restaurant Sainte-Rose, 25, boul. Sainte-Rose à Sainte-Rose.
À 19 h 30, présentation du film de Jean Chabot, La Action nucléaire par M. Solange

mieux qualifié pour négocier le renouvellement du fédéralisme canadien. Quelques minutes plus tard, c'était au tour du premier ministre canadien, M. Pierre Elliott Trudeau, de commenter la victoire de son camp. Au Centre de la presse à Ottawa, M. Trudeau a adopté un ton particulièrement modéré pour se réjouir de ce que les Québécois aient choisi «l'approche de la fidélité au Canada». «Je devrais me réjouir sans réserve des résultats obtenus, a-t-il dit, mais je ne puis m'empêcher de penser à tous ces tenants du OUI qui doivent ce soir rebalancer leur rêve et se plier au verdict de la majorité». Il est même passé au lyrisme, évoquant ici «les meurtrissures de l'âme à guérir», et là les «amitiés brisées, les amours écorchées et les fiertés blessées».

«Aussitôt lancé un appel à tous les Canadiens pour «rebâtir la maison», c'est-à-dire «reprendre avec audace et vision l'oeuvre de consolidation et de renouveau de la fédération canadienne». Il y a même invité nommément M. Lévesque. «Avec l'aide de Dieu, a-t-il conclu, nous réussissons».

Un peu plus tard, M. Trudeau a confié à quelques journalistes qu'il avait le soir même fait parvenir une lettre à tous les premiers ministres des provinces pour les convier à reprendre au plus tôt les pourparlers constitutionnels autour d'une table de conférence fédérale-provinciale. La date de cette première rencontre n'a cependant pas été évoquée. La nette réponse des Québécois en faveur du NON mettait fin à 35 jours de campagne référendaire, mais surtout à un suspense qui durait en pratique depuis l'élection du Parti québécois au gouvernement de la province, le 15 novembre 1976. Le PQ avait alors obtenu 41.4% des suffrages, presque exactement ce que sa thèse constitutionnelle a rallié hier, ce qui révèle la stabilité de ses appuis, mais qui l'amènera sans doute à discuter à nouveau, tant et plus, de la stratégie de «l'étapisme», comme on commençait à le faire dès les premiers moments suivant la défaite.

◆ Lévesque

«Ça viendra». «Ce 20 mai 80 restera peut-être comme un des derniers sursauts du vieux Québec qu'il faut respecter, a-t-il dit encore. On est une famille encore très évidemment divisée à ce point de vue-là, mais j'ai confiance qu'un jour il y a un rendez-vous normal avec l'histoire que le Québec tiendra». Ce rendez-vous, le premier ministre a confiance qu'on sera là ensemble pour y assister. Il a ajouté cependant que «ce soir je serais bien mal pris pour dire quand et comment». M. Lévesque était monté seul sur la scène puis avait été suivi de son épouse, Mme Corinne Côté, et de Mme Lise Payette, ministre d'État à la Condition féminine. Très simplement, il a terminé ses discours en demandant à tous de chanter, puisque demain vainqueurs et vaincus auront à vivre ensemble encore, la chanson de Vigneault, Gens du pays.

La victoire du NON avait surpris pres-